



Benghazi (Libye)

34 morts dans un double attentat à la voiture piégée

Après une brève accalmie et des espoirs d'une solution politique à la crise libyenne, c'est l'escalade. Un double attentat à la voiture piégée a fait au moins 34 morts et des dizaines de blessés, parmi lesquels des membres des services de sécurité, mardi soir à Benghazi, dans l'est de la Libye, ont rapporté les autorités.

Page 2

Secteur du tourisme en Algérie

Reconstruire la qualité et l'image

Page 3

Interview publiée dans le rapport 2017 d'OBG sur l'Algérie

Bouteflika décline le nouveau modèle économique

Oxford Business Group a rendu public son rapport 2017 sur l'Algérie, dans lequel il a publié une interview du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, expliquant les grandes lignes du nouveau modèle économique adopté par l'Algérie pour faire face à la crise pétrolière.

Page 3



Réhabilitation de la Casbah d'Alger

L'Algérie a perdu du temps et des moyens importants

Page 15



Selon le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes

Hausse de la facture d'importation des laits et sucre

La facture d'importation des laits et produits laitiers, sucre et légumes secs a connu une hausse durant l'année 2017, a appris l'APS auprès des Douanes.

Page 5

Lutte antiterroriste et déradicalisation

La leçon algérienne pour conforter la coopération internationale

dée comme un pays pouvant servir à contribuer de façon précieuse à la lutte contre ce phénomène, et ce, grâce à la difficile période qu'elle a passée dans les années 1990 et qui lui a fait acquérir une expérience appréciable dans le domaine. C'est pourquoi, notre pays demeure un acteur incontournable dans cette lutte solidaire contre les groupes armés et contre l'extrémisme religieux. Le principe étant acquis que l'Algérie ne participe pas, par ses troupes, à l'intervention à l'extérieur de ses frontières, mais, elle est puissamment sollicitée dans le renseignement et la coordination des efforts à l'échelle régionale.

Sur son territoire, l'Algérie a tourné la page du terrorisme et de la violence extrémiste, pour entrer de plain-pied dans l'ère de la reconstruction et du développement, malgré les effets de la crise financière qui a freiné, au cours de ces trois dernières années l'élan des investissements publics pris depuis le début des années 2000.

Les quelques individus restants de la horde terroriste errent comme des loups solitaires qui ne peuvent plus peser dans la balance de la donne sécuritaire nationale, même si la capacité de nuisance d'un seul terroriste armé demeure entière.

Page 4



Par Saâd Taferka

L a donne sécuritaire au niveau des pays du Sahel et de la Libye continue à tourner autour des mouvements djihadistes, qui ont produit leurs tentacules réticulés dans plusieurs pays des deux rives de la Méditerranée, avec des attentats dans les lieux publics ou sur des personnes ciblées.

Dans pareil contexte, l'Algérie est regar-



Benghazi (Libye)

34 morts dans un double attentat à la voiture piégée

Après une brève accalmie et des espoirs d'une solution politique à la crise libyenne, c'est l'escalade. Un double attentat à la voiture piégée a fait au moins 34 morts et des dizaines de blessés parmi lesquels des membres des services de sécurité, mardi soir à Benghazi, dans l'est de la Libye, ont rapporté les autorités.



Par S. A. Mohamed

La première explosion s'est produite au moment où des fidèles sortaient d'une mosquée après la prière, dans le quartier d'Al Salmani. Environ 10 à 15 minutes plus tard, après l'arrivée sur les lieux des secours et des forces de sécurité, une deuxième explosion à la voiture piégée s'est produite. Plus puissante que la première, cette explosion a atteint une ambulance et causé un grand nombre de victimes. Des soldats et des civils sont au nombre des victimes. Ahmed al Feitouri, membre de

l'unité d'enquête des forces de l'Est libyen, fait partie des personnes tuées. Un membre des services de renseignement, Mehdi al Fellah, figure parmi les dizaines de blessés, ont annoncé les autorités. Le nombre de victimes pourrait encore augmenter, car plusieurs blessés se trouvent dans un état grave, ont expliqué des responsables médicaux. L'attentat n'a pas été revendiqué. Après trois ans de combats, les forces du maréchal Khalifa Haftar, l'ANL, ont annoncé à la fin décembre avoir repris le dernier quartier de Benghazi encore tenu par des combattants islamistes. L'officier, dont

les succès militaires lui valent les faveurs des Occidentaux, conteste le gouvernement installé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale et laisse entendre qu'il pourrait briguer la présidence libyenne lors des élections prévues cette année. Après ce sanglant attentat qui remet en cause les efforts de certains pays comme l'Algérie qui active pour une solution politique à ce conflit qui perdure, les réactions ne se sont pas fait attendre. L'Algérie, justement, a condamné hier, «avec vigueur», l'attentat terroriste, tout en réaffirmant la nécessité d'appuyer le processus du dia-

logue inclusif et de réaliser la réconciliation nationale dans ce pays. Dans une déclaration à l'APS, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Ben Ali Chéerif, a indiqué que l'Algérie «condamne avec vigueur l'attentat terroriste sanglant qui a ciblé, la nuit du mardi 23 janvier 2018, des civils dans le quartier d'al-Sleimani dans la ville de Benghazi (est de la Libye), faisant des dizaines de morts et de blessés». «Devant cette attaque odieuse, nous exprimons notre solidarité avec le gouvernement et le peuple libyens et présentons aux familles des victimes nos condoléances ainsi que notre compassion, tout en étant convaincus que la lutte contre le terrorisme et ses actes barbares, exige le soutien de tous en faveur du processus de dialogue national inclusif et la réalisation de la réconciliation nationale», a-t-il ajouté. «Les auteurs de ces actes ignobles n'ont d'autres objectifs que de détruire les liens de solidarité et de fraternité entre les enfants du peuple libyen, de semer la terreur et de saper les efforts pour aboutir à une solution politique garantissant l'unité de la Libye et la cohésion populaire», a souligné M. Ben Ali Chéerif. De son côté, la France, via un communiqué du quai d'Orsay, dit se tenir «aux côtés de la Libye dans la lutte contre le terrorisme et pour la paix et la stabilité». Elle soutient les efforts du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé, a ajouté la même source. Au moins 34 personnes ont été tuées dans un double attentat à la voiture piégée, survenu mardi soir à Benghazi.

S.A.M.

Forum de Davos Messahel expose la vision de l'Algérie sur la résolution des conflits

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a pris part mardi à Davos, en qualité de représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, aux travaux du Forum économique mondial, durant lesquels il a exposé la vision de l'Algérie sur la résolution des conflits et la promotion du dialogue et de la réconciliation.

«M. Messahel, qui a participé en tant que panéliste, à une session consacrée à l'examen de la situation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, a exposé la vision algérienne, quant à la résolution des conflits que connaît cette région à travers la promotion de solutions politiques basées sur le dialogue et la Réconciliation nationale», indique un communiqué des Affaires étrangères.

Abordant la situation dans la région, il a souligné que «les conflits et les crises ont, au niveau économique, déjà réduit de 50% les taux moyens de croissance enregistrés avant 2011», ajoutant que ces conflits et crises «freinent le grand potentiel de croissance porté par les dynamiques nationales de développement et de diversification des économies, par les réformes structurelles engagées et par l'amélioration actuelle de la croissance mondiale».

Il a relevé le fait que «les fléaux de l'extrémisme violent, du terrorisme et du crime organisé transnational frappent cette région, plus que tout autre au monde».

Citant un rapport du Pnud, il a indiqué que «le Monde arabe, qui abrite 5% de la population mondiale, a subi en 2014 déjà 45% des attentats les plus graves au monde et déplore 68,5% des décès liés aux conflits».

Le chef de la diplomatie algérienne a, par ailleurs, souligné que «ces conflits ont pour effets durables la rupture de la confiance et des équilibres dans les sociétés, la fragilisation des cohésions et des tissus sociaux, la destruction des socles du vivre ensemble, parfois millénaire, ainsi que la régression de valeurs fondamentales telles que la tolérance, la modération, le dialogue et la solidarité», soutenant que «ce sont-là des fractures qu'il est urgent de ressouder, à l'abri des ingérences et interférences étrangères».

Il a rappelé que la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient connaît d'autres défis qui «constituent des questions d'une importance cruciale».

A ce titre, il a cité «les taux élevés de croissance démographique, dans une région subissant la pression d'une urbanisation accélérée et génératrice de nombreuses vulnérabilités socioéconomiques parmi les jeunes en particulier».

«Les contraintes économiques structurelles et la diversité des modèles de gouvernance, qui sont autant de facteurs dont la conjonction expose parfois cette importante frange de la société, autant d'ailleurs que le reste de la population, à plus de précarité, limitent sensiblement les opportunités de prise en charge de ses nombreuses aspirations, notamment en termes d'éducation et d'emploi, et poussent une partie des jeunes vers la migration, y compris illégale, la radicalisation et finalement la violence destructrice», a conclu le MAE.

R. N.

Douanes

Plus de 1 000 milliards de DA de recettes réalisées

Les recettes douanières réalisées en 2017 ont atteint 1.005 milliards (mds) de DA, en hausse de 2,5% par rapport à 2016, a indiqué mercredi à Alger, le directeur des relations publiques et de l'information auprès de la direction générale des Douanes (DGD), Djamel Brika.

C'est une performance pour l'administration des Douanes vue la baisse des importations. C'est grâce aux efforts consentis par les services des Douanes en matière de contrôle que nous avons pu réaliser cette progression, a-t-il déclaré en réponse à la presse lors du Forum du quotidien francophone *El Moudjahid*, consacré à l'histoire des Douanes.

Interrogé sur le manque à gagner qu'engendrerait la suspension de l'importation de 851 produits, le responsable a reconnu que la DGD n'a pas procédé à une évaluation de cet impact.

Mais cette mesure «ne va pas forcément engendrer un manque à gagner puisqu'elle porte sur des produits destinés à la consommation. L'interdiction de leur importation pourrait pousser les opérateurs à s'orienter vers l'importation des matières premières et vers les créneaux productifs», a-t-il relativisé.

Il a avancé que l'administration douanière comptait «renforcer son contrôle pour faire en sorte que les produits suspendus ne pénètrent pas sur le marché afin d'ouvrir de nouvelles chances d'investissement pour les opérateurs qui voudraient s'investir dans les matières premières surtout».

Evoquant le nouveau système d'information, qui sera mis en place par la DGD avant la fin de l'année en cours, il a assuré que l'administration douanière a déjà envisagé la dématérialisation de certaines procédures comme la déclaration en douane.

Il a rappelé que ce système d'information allait surtout permettre à la Douane d'améliorer ses opérations de contrôle. «Le contrôle douanier, l'ouverture des conteneurs par exemple, ne se fera plus de manière systématique, mais sera bien ciblé grâce à l'introduction de la déclaration électronique», a-t-il précisé.

Il a avancé qu'un nouveau site Web de la DGD allait être lancé en avril prochain.

Lors du Forum, le chercheur en Patrimoine, M. Cheikh El-Mahroussa, a présenté une communication sur le développement de la douane depuis 3 500 ans avant J.-C à ce jour. Il a fait savoir que les cher-

cheurs avaient des avis différents sur l'origine du mot douanes : certains pensent qu'il provient du mot arabe «dawana c'est-à-dire consigner et inscrire, d'autres disent que sa source est persane en se référant au mot «DEV» qui veut dire fou ou diable alors que d'autres pensent qu'il est originaire de l'italien (dogana) qui fait référence aux douanes de Venise. Il a rappelé que la Journée mondiale des Douanes, qui correspond au 26 janvier de chaque année, vient célébrer la première session du CCD (Conseil de coopération douanière) tenue le 26 janvier 1953 en présence de ses 17 membres fondateurs.

Six ans auparavant, en 1947, 13 pays européens avaient créé un groupe d'étude chargé d'examiner les questions douanières soulevées dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Gatt), a-t-il rappelé. Les travaux aboutissent à l'adoption en 1950 de la Convention portant création du CCD qui adoptera en 1994, sa dénomination actuelle d'Organisation mondiale des Douanes (OMD). A noter, la Journée mondiale de la Douane sera célébrée cette année sous le slogan «Un environnement sûr pour le développement économique».

R. N.

ÉVÈNEMENT ▶▶

Interview publiée dans le rapport 2017 d'OBG sur l'Algérie

Bouteflika décline le nouveau modèle économique

Oxford Business Group a rendu public son rapport 2017 sur l'Algérie, dans lequel il a publié une interview du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, expliquant les grandes lignes du nouveau modèle économique adopté par l'Algérie pour faire face à la crise pétrolière.



Par M. Ait Chabane

« **N**ous avons, bien sûr, pris la mesure de cette situation de crise de nos finances publiques et de nos ressources externes et également et de manière plus générale, des limites structurelles du modèle économique suivi », a d'emblée indiqué le chef de l'Etat pour justifier l'émergence d'un nouveau modèle économique, dont l'objectif essentiel s'articule autour de la diversification des exportations et la pérennisation de la croissance à travers un vaste programme de réformes structurelles. Et de rappeler dans ce sens les précautions prises par les pouvoirs publics dans le cadre de l'émergence de ce nouveau modèle économique, lequel modèle « qui sauvegarde nos principes dans la conduite du développement économique et social, en particulier la préservation de notre autonomie de déci-

sion et de nos équilibres sociaux », a affirmé le président Bouteflika. En d'autres termes, l'Algérie a adopté des ajustements dans sa politique budgétaire de façon à rationaliser les dépenses publiques et préserver les équilibres financiers du Trésor gravement affectés par l'amenuisement des recettes de la fiscalité pétrolière, voici maintenant trois années. Néanmoins, ces ajustements et réformes « ne sacrifient pas les principes de justice sociale et de solidarité nationale qui ont toujours guidé notre action, et ne se font pas au détriment du parachèvement du programme d'équipement public », a soutenu le Président de la République dans l'interview répercutés par OBG dans son rapport. Chiffres à l'appui, Abdelaziz Bouteflika a mis en exergue la hausse de 8% du budget réservé aux transferts sociaux dans le cadre de la loi de finances 2018, alors que les ressources destinées au budget d'équipement ont cru de 79%, dans la

perspective de relancer tous les projets structurants gelés du fait de la raréfaction des ressources financières. Et d'insister une fois de plus que les mesures de restrictions prises en ce domaine « ne constituent pas un retour à une gestion bureaucratique ni un renoncement à nos engagements internationaux ». Enumérant, par ailleurs, les mesures prises pour encourager l'investissement, le Président Bouteflika a considéré que tous les secteurs d'investissement sont prioritaires lorsqu'ils contribuent à la diversification économique, à la substitution aux importations, au développement des exportations hors hydrocarbures, à l'innovation et à la création d'emplois durables. C'est pourquoi, a-t-il ajouté, la priorité est de « stabiliser » le cadre juridique de l'investissement privé et d'assainir le climat des affaires pour donner plus de visibilité et de confiance aux investisseurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers. Citant également les actions d'ordre organisationnel et opéra-

tionnel destinées à soutenir et à faciliter l'acte d'investissement, le Chef de l'Etat a souligné que de manière générale, « nous continuerons à prendre toutes mesures qui facilitent la vie aux entreprises, qui les encouragent à investir dans les secteurs qui réduisent nos vulnérabilités ainsi que dans les secteurs d'avenir comme les énergies renouvelables, le numérique et l'économie de la connaissance ». Interrogé sur la question du partenariat public-privé, c'est une formule, a-t-il relevé, qui a ses avantages, notamment celui de permettre le recours à de nouvelles formes de gestion, d'association et de partenariat entre capitaux publics et privés, et de mobiliser des sources de financement alternatives au financement budgétaire que les pouvoirs publics comptent promouvoir à l'avenir. « De manière générale, nous encourageons toute démarche de partenariat et de collaboration entre les entreprises publiques et les entreprises privées, nationales et étrangères, pour la réalisation de projets d'infrastructure ou de projets productifs dans tous les secteurs d'activités », a-t-il noté. Pour le Président, la mise en œuvre du nouveau modèle de croissance et les objectifs fixes en matière de transformation compétitive des structures productives de l'économie nationale constituent « un terrain propice au déploiement du partenariat public-privé ».

Quant à la révision en cours de la loi sur les hydrocarbures, elle « contribuera davantage à l'amélioration des conditions d'attractivité des investissements étrangers dans ce secteur ». En effet, a-t-il relevé, « l'apport financier et technique des entreprises étrangères dans l'amont pétrolier permettra de développer et de valoriser nos potentialités énergétiques pour sécuriser à long terme la demande interne et assurer nos engagements internationaux de livraison de gaz et de pétrole, en association avec l'entreprise publique Sonatrach ».

M.A.C.

ANSEJ et CNAC Plus de 60% des projets sont financés par des crédits remboursés

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a révélé mardi que plus de 60% des projets de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et de la Caisse nationale d'Assurance chômage (Cnac) « sont financés actuellement à partir des crédits remboursés par les jeunes bénéficiaires de ces dispositifs ».

Dans un exposé sur les activités de son secteur en direction des jeunes en matière d'aide à l'insertion professionnelle devant la commission de la jeunesse, des sports et de l'activité associative de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Zemali a précisé que l'objectif du secteur était « d'augmenter le taux de financement des projets pour atteindre l'autofinancement des deux dispositifs et limiter le recours au Trésor public pour le financement des projets programmés dans le cadre de l'Ansej et de la Cnac ».

Le ministre a rappelé que 2 382 907 primo-demandeurs ont intégré le monde du travail dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (Daip) jusqu'à 2017. 2 088 253 d'entre eux ont bénéficié d'un emploi dans le cadre des contrats d'insertion et 294 654 dans le cadre des contrats du travail aidé, a-t-il ajouté.

596 859 primo-demandeurs recensés ont été recrutés de manière permanente depuis 2008 et jusqu'à décembre 2017, a fait savoir le ministre qui a ajouté que le total des affectations financières destinées au Daip depuis son entrée en vigueur, en juin 2008, s'élève à 726 milliard de DA. Il a, en outre, indiqué que son département ministériel oeuvrait au placement de 500 000 demandeurs durant l'année en cours (400 000 placements classiques et 100 000 dans le cadre du Daip). Soulignant que la Loi de finances 2018 a consacré 41,2 milliards de DA pour financer les placements dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et les recrutements dans le cadre des contrats de travail aidé en faveur des jeunes, le ministre a indiqué que son secteur oeuvre à assurer la poursuite des programmes lancés durant les années précédentes et ce, en coordination avec les secteurs de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle en vue d'améliorer la possibilité de recrutement des jeunes et de développer les dispositifs publics pour soutenir l'emploi.

Lors de cette réunion en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, les membres de la Commission ont appelé à l'impératif de soutenir les dispositifs de l'emploi des jeunes pour résorber le chômage, notamment des universitaires, outre d'accompagner les jeunes dans la concrétisation de leurs projets.

T. L.

Secteur du tourisme en Algérie

Reconstruire la qualité et l'image

Par Karima Nacer

Manque cruel de produits marketing, de structures d'accueil, d'utilisation des TIC, de qualification, et de visibilité de la destination, formation, faiblesse de l'investissement..., un constat bien accablant dressé par les professionnels du secteur du tourisme incapable de contenir de grands flux de touristes.

Alors que le pays a tout ce qu'il faut pour être une destination touristique de prédilection, l'Algérie n'attire pourtant pas foule. La situation du secteur est beaucoup plus grave que ne veulent le reconnaître les responsables politiques et administratifs du secteur. Pour la Fédération nationale des agences de voyages et de tourisme, (Fnat), cette réalité est le résultat

d'un manque flagrant de cohésion entre les différents acteurs de la chaîne touristique. Son secrétaire général, Nadjeh Boudjeloua, relève que cette cohésion est la condition pour que le secteur acquière ses lettres de noblesses. « Aujourd'hui, cette brochure doit être revisitée, car elle est trop ancienne et certains produits sont devenus obsolètes », explique le même intervenant, lors de la 9^{ème} édition des Journées du marketing touristique. Des experts, invités à l'occasion, soulignent à ce sujet la nécessité d'améliorer la qualité des prestations de services, de la communication et du marketing, d'où l'importance de la formation, du recyclage et de la mise à niveau des connaissances.

Pour le directeur de l'investissement touristique au ministère, Mohamed Sofiane Zoubir,

il était indispensable de relancer l'investissement touristique en encourageant les porteurs de projets. Il rappelle qu'il y avait actuellement près de 2 000 projets touristiques agréés et plus de 600 projets en cours de réalisation.

Le même responsable dit avoir constaté « un mûrissement au niveau local dans l'investissement touristique », relevant que son secteur enregistrait quotidiennement plus de cinq projets d'investissement au niveau national dans le cadre de la promotion de la destination Algérie. « Notre but est de développer le marché interne et de lancer une réflexion pour attirer les touristes, dit-il, ajoutant que parmi les facilitations d'investissement figuraient la bonification du taux d'intérêt des prêts bancaires et l'obtention du foncier.

K.N.

Lutte antiterroriste et déradicalisation

La leçon algérienne pour conforter la coopération internationale

La donne sécuritaire au niveau des pays du Sahel et de la Lybie continue à tourner autour des mouvements djihadistes, qui ont produit leurs tentacules réticulés dans plusieurs pays des deux rives de la Méditerranée, avec des attentats dans les lieux publics ou sur des personnes ciblées.



Par Saâd Tafarka

Dans pareil contexte, l'Algérie est regardée comme un pays pouvant servir à contribuer de façon précieuse à la lutte contre ce phénomène, et ce, grâce à la difficile période qu'elle a passée dans les années 1990 et qui lui a fait acquérir une expérience appréciable dans le domaine. C'est pourquoi, notre pays demeure un acteur incontournable dans cette lutte solidaire contre les groupes armés et contre l'extrémisme religieux. Le principe étant acquis que l'Algérie ne participe pas, par ses troupes, à l'intervention à l'extérieur de ses frontières, mais, elle est puissamment sollicitée dans le renseignement et la coordination des efforts à l'échelle régionale.

Sur son territoire, l'Algérie a tourné la page du terrorisme et de la violence extrémiste, pour entrer de plain-pied dans l'ère de la reconstruction et du développement, malgré les effets de la crise financière qui a freiné, au cours de ces trois dernières années l'élan des investissements publics pris depuis le début des années 2000.

Les quelques individus restants de la horde terroriste errent comme des loups solitaires qui ne peuvent plus peser dans la balance de la donne sécuritaire nationale, même si la capacité de nuisance d'un seul terroriste armé demeure entière. Si l'âge du terrorisme en Algérie est de presque un quart de siècle, sa courbe ascendante ou en « plateau » a été enregistrée au milieu des années 1990. Les lois sur la Rahma et la Concorde civile ont quelque peu réduit la dangerosité

des mouvements terroristes, toutes obédiences confondues. La Charte sur la paix et la Réconciliation nationale a carrément précipité la décantation de cette mouvance, sachant que des milliers de terroristes se sont rendus aux forces de sécurité, avec armes et bagages. Ceux parmi les éléments qui ont continué le « djihad » contre les « toghat » (tyrans, entendre les gouvernants) et contre les « hérétiques » (musulmans modérés qui s'inspirent de l'Islam maghrébin et algérien), n'ont pas fini de faire parler d'eux jusqu'à ces derniers mois. L'on se souvient que, en 2015, la Télévision nationale avait montré un terroriste avec sa famille capturés sur les monts des Babors à Jijel. Ils vivaient comme ces soldats japonais perdus dans l'océan Pacifique après la fin de la Seconde Guerre mondiale, ne sachant pas que la guerre est finie.

Une jeunesse fragilisée

Après un bilan de « guerre » de près de 200 000 morts, de plusieurs centaines de disparus, des enfants issus de mariages illégaux, nés dans des casemates et les maquis, des milliards de dollars de destruction des infrastructures et des séquelles psychologiques quasi-indélébiles, les Algériens ont essayé de surmonter les épreuves au moment où la conjoncture économique était mise dans le décor de l'embellie financière. Une embellie générée par une économie exclusivement basée sur l'extraction et l'exportation de pétrole et de gaz. Cela a duré ce que durent les illusions de fausse prospérité, même si le pays a pu engranger des réalisations impor-

tantes sur le plan des infrastructures de base et des équipements publics. Depuis juillet 2014, l'Algérie se réveille à une réalité âcre, qui risque de devenir douloureuse, si des mesures pertinentes et hardies ne sont pas prises dans l'immédiat. L'hégémonie des hydrocarbures dans la structure économique du pays et les dérives rentières auxquelles ce genre d'économie a donné lieu (clientélisme, népotisme, perte des valeurs travail, chute du niveau scolaire et universitaire), n'ont pas tardé à fragiliser l'Algérie, aussi bien dans ses institutions que dans sa ressource humaine. Cette fragilisation nourrie par le recul du niveau culturel et d'enseignement, a ouvert la voie à tous les charlatanismes au nom de la religion. Une religion remodelée aux desideratas et fantasmes de ses concepteurs, provenant, dans sa littérature originelle, d'un espace culturel allogène, à savoir le Proche et le Moyen-Orient.

L'annonce de chaos faite par le « Printemps arabe »

Au moment où l'Algérie a commencé à goûter aux fruits de la paix revenue à l'échelle sur tout le territoire du pays, le feu prit dans une nouvelle zone de turbulence, touchant les pays arabes et avançant de proche en proche sous le vocable de « Printemps arabe ». C'était à la fin de 2010 et au début de l'année 2011. L'Algérie a failli être contaminée lors de ce qui fût appelé les « émeutes du sucre et de l'huile », pendant la première semaine de janvier 2011. Ce fut grâce à la prise de conscience de

la jeunesse et aux leçons titrées d'une décennie de terrorisme barbare que le spectre de la déstabilisation a été écarté. Le faux « Printemps arabe », mû sans doute par l'excès d'arbitraire et la restriction des libertés dans les pays de l'aire géoculturelle arabo-islamique, n'a pas tardé à évoluer en une grave contre-révolution faisant émerger tout ce que la société a de conservatisme et de repli identitaire, alimenté par un sous-développement culturel historique. Les puissances étrangères, qui n'ont jamais cessé d'exprimer leurs convoitises à l'égard des richesses du sous-sol de la région, guettaient bien cette occasion, lorsqu'ils ne s'y mettaient pas corps et âme, afin de régenter une nouvelle fois, par une colonisation d'un nouveau genre cet ensemble géographique et humain embrasant l'espace qui va Damas/Baghdad à Rabat, en passant par le Caire, Tripoli et Alger.

Sur une partie importante de ce grand territoire, les conflits d'intérêt, les tentatives de résistance des peuples, les guerres inter-religieuses ou inter-ethniques, suscitées entretenues de façon artificielle, ont fini par faire oublier la paix sur ces territoires. Tous les moyens d'information du monde n'avaient d'yeux que pour cette grande zone géographique, allant de l'océan Atlantique à l'océan Indien, et du Sahel africain à la Méditerranée. Un quadrilatère de feu et de sang où la violence a pu avoir des répercussions et des contrechocs jusqu'en Europe. Ce dernier continent, et particulièrement sa façade méditerranéenne, vit, depuis au moins trois ans, des

moments de tension extrême suite à l'irradiation de la violence armée menée au nom de l'Islam. Le comble pour ces pays d'Europe est que des Français ou des Allemands de « souche », convertis de façon douteuse et précipitée à l'Islam, se retrouvent dans le désert syrien ou irakien en train de guerroyer contre les « tyrans » arabes. Actuellement, c'est le retour de certains survivants de cette engeance - à partir de Syrie et d'Irak - qui pose un autre problème aux pays concernés.

De nouvelles solidarités mondiales

Ces conversions et autres formes de radicalisation n'ont pas manqué de susciter des interrogations chez les psychologues, les éducateurs et les services de sécurités européens afin de comprendre le processus de « basculement » d'une vie ordinaire à celle de djihadiste, candidat au sacrifice. Cette mutation psychologique a donné lieu à plusieurs études. Il manque la centralisation et la synthèse de toutes les données, telles qu'elles sont élaborées par les spécialistes en sciences humaines, en sciences médicales, en criminologie...etc.

La conférence internationale sur la lutte contre l'extrémisme et la déradicalisation qu'a abritée notre pays en 2015 avait largement abordé cet aspect d'une problématique complexe, où s'imbriquent, comme vient de la rappeler le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, les questions de développement économique, de justice sociale, de politique éducative et culturelle. Les conditions sociales difficiles (chômage, déscolarisation, absence de moyens de développement culturel...) fragilisent d'autant plus fortement les jeunes d'aujourd'hui que ces derniers sont exposés à toutes sortes de sollicitation via les moyens technologiques modernes, dont principalement les réseaux sociaux. Les experts en la matière ont conclu à la nécessité d'engager une « véritable réflexion sur les voies et moyens de contrecarrer ce phénomène et la nécessité de coordonner les actions à travers une démarche d'ensemble et dans un cadre international ».

L'imbrication des questions sécuritaires avec celles du développement en général a été mise à l'épreuve de façon éclatante avec le nouveau phénomène de l'immigration clandestine et des réfugiés. L'Europe est actuellement dans un débat presque sans fin sur la manière d'arrêter, de limiter ou de gérer de tels flux humains, que la faim, le chômage, les changements climatiques et le terrorisme transnational, ont fait affluer vers le Vieux Continent.

Parce qu'il a pris une dimension quasi-planétaire, le phénomène du terrorisme a contraint les gouvernants et les experts, à travers le monde, à appréhender avec un nouveau regard les questions de l'immigration, de la coopération internationale, de l'aide au développement et de la solidarité mondiale pour lutter contre les changements climatiques

Selon le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes

Hausse de la facture d'importation des laits et sucre

La facture d'importation des laits et produits laitiers, sucre et légumes secs a connu une hausse durant l'année 2017, a appris l'APS auprès des Douanes.



Globalement, la facture d'importation du Groupe des produits alimentaires a augmenté à 8,44 milliards de dollars durant l'année 2017 (contre 8,22 milliards de dollars en 2016), soit une hausse de près de 2,6%, détaille le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes (Cnis).

Cependant, sur les principaux produits alimentaires, seules les importations des céréales et des viandes ont enregistré une baisse.

Ainsi, les céréales (blé dur, tendre...), semoule et farine ont été importées pour un montant de 2,77 milliards de dollars (mds usd) contre 2,81 mds usd, en baisse de 1,34%.

Les viandes ont été importées pour 188,47 millions de dollars contre 233,34 millions de dollars, soit une diminution de 19,23%.

Pat contre, la facture d'importation du lait et produits laitiers a bondi à 1,41 mds usd durant l'an-

née 2017 contre 985,1 millions de dollars en 2016, en augmentation de 43,11%.

Une même tendance haussière est constatée pour les légumes secs dont les importations se sont chiffrées à 450,5 millions de dollars contre 356,82 millions de dollars, en hausse de 26,25%.

Quant à la facture d'importation des sucres et sucreries, elle a atteint 1,03 mds usd contre 912,25 millions de dollars, en hausse de 13,4%.

Pour le café et thé, ils ont été importés pour un montant de 423,3 millions de dollars contre 396 millions de dollars, soit une augmentation de près de 7%.

Baisse de la facture d'importation des médicaments

Concernant les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le Groupe des biens destinés

au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont augmenté à 850,16 millions de dollars contre 704,52 millions de dollars, en hausse de 20,7%.

Ainsi, la facture globale du Groupe des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire a coûté 9,3 mds usd en 2017 (contre 8,92 mds usd en 2016).

Par ailleurs, la facture d'importation des médicaments a reculé en passant à 1,89 mds usd contre 2,02 mds usd, en baisse de 6,4%.

Pour rappel, un décret exécutif portant désignation des marchandises soumises au régime des restrictions à l'importation a été publié au *Journal officiel* n°1 de l'année 2018.

Ce texte législatif note que les produits concernés «sont temporairement suspendus à l'importation jusqu'au rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements».

Au nombre de 851, ces mar-

chandises relèvent de 45 catégories de marchandises.

Il s'agit essentiellement de fruits secs, des fromages (produits finis), des fruits frais (à l'exception des bananes), des légumes frais (sauf l'ail), des viandes (à l'exception des viandes bovines), du thon, des dérivés du maïs, des préparations de viande, des chewing-gum, des bonbons et chocolats, des pâtes alimentaires, des viennoiseries, des dérivés de céréales, des conserves de légumes, des tomates préparées ou conservées, des confitures, des gelées, des fruits conservés, des préparations alimentaires, des eaux minérales, du ciment, des détergents, des produits plastiques finis et semi-finis, des produits hygiéniques, du marbre et du granite, du papier hygiénique, des tapis, de la céramique finie, des glaces et verres, des moissonneuses-batteuses, des articles de robinetterie, des fils de câbles, des meubles, des lustres,

des articles électroménagers et des téléphones mobiles.

Outre la suspension d'importation de ces 851 produits, des mesures à caractère tarifaire ont été instaurées dans le cadre de l'encadrement des importations.

Prévues par les dispositions de la loi de finances pour 2018, ces mesures portent sur l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC) au taux de 30%, pour 10 familles de produits finis.

Il s'agit du saumon, fruits secs sans coques et autres fruits séchés, épices, sucreries, confiserie, préparations à base d'extraits et d'essence (liquide et autres), modems et décodeurs numériques, appareils avertisseurs d'incendies, appareils électriques avertisseurs et micro-ordinateurs (la désignation des produits et leurs positions tarifaires sont précisées dans l'article 32 de la loi de finances pour 2018).

S'ajoute le relèvement des droits de douane pour 32 familles de produits finis: graines de tournesol, ouvrages en matière plastique, fours pour cuisson, appareils pour filtration des eaux, appareils pour filtration des boissons, appareils pour filtration des huiles minérales, parties de filtre à air, appareils de lavage, ponts roulants, portiques mobiles, consommables informatiques, micro-ordinateurs portatifs et tablettes, unités centrales de traitement et serveurs, unités de mémoire, lecteurs de carte mémoire, articles pour tuyauterie, parties pour modems et téléphones et autres, cartes de décryptage, appareils connecteurs, câbles électriques, bennes à ordures, carrosseries pour tracteurs et camions, remorques frigorifiques, préparations d'arachides, confiture, articles de robinetterie, transformateurs électriques, compléments alimentaires, sodas et eaux minérales, piles et batteries, téléphones cellulaires et boissons (la désignation des produits et leurs positions tarifaires sont précisées dans l'article 115 de la Loi de finances pour 2018).

R. L.

Prix du pétrole

Le prix du panier Opep à 67,32 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi mardi à 67,32 dollars le baril, contre 66,89 dollars la veille, a indiqué mercredi l'Organisation sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend 14 types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela).

Mardi, les cours du pétrole grimpaient en fin d'échanges européens dans un marché renouant avec l'optimisme avant la publication des données sur les réserves américaines.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 69,88 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 85 cents par rapport à la clôture de lundi.

Sur le New York Mercantile Exchange

(Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI), pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 88 cents à 64,45 dollars.

Les prix effaçaient leurs pertes de la semaine dernière pour renouer avec leurs plus hauts depuis décembre 2014, atteints en début de semaine dernière à 70,37 dollars pour le Brent et à 64,89 dollars pour le WTI, la bourse spécialisée dans l'énergie.

L'enthousiasme des marchés a été ravivé par une réunion dimanche à Oman de suivi de l'accord de l'Opep et de ses partenaires, dont la Russie.

L'Arabie Saoudite, premier exportateur mondial de pétrole, a appelé, dans le cadre de cette réunion, à une coopération à long terme, «au-delà de 2018».

Dans une déclaration à la presse à l'occasion de la réunion ministérielle Opep/non Opep tenue à Mascate (Oman), le ministre saoudien de l'Énergie Khaled Al Faleh a ainsi déclaré : «Nous ne devons pas limiter nos efforts (à des quotas de production) en

2018. Nous devons parler d'un cadre pour notre coopération à long terme».

Il s'agit de «prolonger au-delà de 2018 le cadre que nous avons établi, c'est-à-dire la déclaration de coopération» entre pays producteurs de l'Opep et pays non membres comme la Russie, a-t-il indiqué.

Les marchés attendent également les données hebdomadaires sur les réserves de brut, que le Département américain de l'Énergie publiera aujourd'hui.

Les analystes prévoient que les réserves américaines de brut auraient reculé de 2 millions de barils, celles d'essence auraient augmenté de 2,2 millions de barils et celles d'autres produits distillés (fioul de chauffage et diesel) auraient diminué de 1,1 million de barils, selon la médiane d'un consensus compilé par l'agence Bloomberg.

«De nombreux analystes s'attendent à une baisse des prix, au moins à court terme, cela pourrait se produire si la production américaine avance encore», a estimé un analyste. Par ailleurs, les cours de l'or noir

ont grimpé au cours des derniers mois, en raison notamment des efforts de l'Opep et de ses dix partenaires, dont la Russie, qui sont en effet engagés depuis fin 2016 dans un accord de limitation de la production qui vise à élargir les réserves mondiales, rééquilibrer le marché, et donc faire remonter les prix. L'accord a été renouvelé à deux reprises et court actuellement jusqu'à fin 2018.

Dans son dernier rapport mensuel publié jeudi dernier, l'Opep prévoit une hausse de la production des pays ne faisant pas partie de l'Organisation.

De son côté, l'Agence internationale d'énergie (AIE) dans son rapport mensuel sur le pétrole publié vendredi, prévoit que la production américaine de brut augmentera de 1,35 million de barils par jour (mb/j) cette année, pour atteindre «un pic historique au-dessus de 10 mb/j, dépassant l'Arabie saoudite et rivalisant avec la Russie», si ces deux derniers continuent de limiter leur propre production.

Y. L.

Economie verte et métiers du cheval

L'importance d'exploitation des ressources équinées soulignée

L'importance d'exploiter les ressources équinées dans le domaine économique a été soulignée lors d'une journée d'information sur l'économie verte et les métiers du cheval, organisé mardi à Tiaret.



La directrice du Centre régional d'insémination artificielle et amélioration génétique de Tiaret, Khadidja Belkhdja, a mis en exergue la valeur économique des chevaux algériens, surtout ceux qui sont élevés dans la wilaya de Tiaret, à savoir le cheval barbe et arabe barbe qui sont des races très demandées à l'étranger pour leur utilisation dans les sports équestres.

La responsable a rappelé les efforts fournis par le centre pour préserver les races pures de ces chevaux, notamment contre l'insémination anarchique par des éleveurs (mélange de composants génétiques et la perte des normes génétiques d'origine) constituant une menace pour cette richesse.

Le centre s'appuie sur des

techniques avancées et des normes de santé sophistiquées dans le domaine d'insémination artificielle, ce qui contribue à la préservation des caractéristiques génétiques de ces chevaux et éviter les maladies transmissibles par l'insémination naturelle, a-t-elle souligné.

Mme Belkhdja a indiqué que le centre avait lancé, en janvier courant, «la collecte de semences en utilisant des étalons du centre équestre de Chaouchaoua» (Tiaret).

Elle a également révélé que l'Office national d'élevage équin et camélidés s'apprêtait à signer des accords avec des éleveurs dans les secteurs public et privé, afin de concrétiser des opérations similaires. Des accords sont aussi prévus avec des vétérinaires vacinateurs à travers le pays

dans le domaine d'insémination artificielle des chevaux et autres animaux telles que les bovins, les ovins et les caprins, dans le but de préserver les caractéristiques génétiques de ces bêtes ainsi que la qualité des viandes, du lait et de la laine.

Djanet Kadri, membre de l'association d'élevage équin a abordé, dans son intervention, les métiers liés aux chevaux et leur importance culturelle et économique, insistant sur la nécessité de bénéficier de cette richesse

animale que sont les chevaux de par leur rôle économique menant à une relance des métiers liés à l'élevage équin (éleveurs, vétérinaires, agriculteurs, cavaliers, entraîneurs, dompteurs et autres métiers indirects liés à l'artisanat).

Par ailleurs, l'association Es-Salam el akhdar (Paix verte) de Tiaret a remis, lors de cette rencontre, des diplômes à 17 bénéficiaires d'une formation organisée dernièrement par l'association en matière de sellerie et ferronnerie artistique.

Cette rencontre d'information, organisée par la maison de l'environnement de Tiaret et l'association Es-salam el akhdar, a vu la présence des représentants des Chambres agricoles, d'artisanat, du commerce, de l'industrie, de l'environnement, de la Conservation des forêts, de l'université Ibn Khaldoun de Tiaret, du centre d'élevage équin Chaouchaoua de la wilaya et d'associations locales versées dans l'environnement.

APS

Investissement à Tlemcen Aval pour la réalisation de huit nouveaux projets

Huit grands projets ont été avalisés à Tlemcen au titre de l'investissement privé dans la zone d'activités de la localité frontalière de Ouled Bendamou dans la commune de Beni Boussaïd, a-t-on appris mardi de la cellule de communication de la wilaya.

Ces projets concernent l'industrie alimentaire, mécanique, textile, la production d'équipements médicaux et de l'alcool médical, la peinture, les chambres froides et l'exportation de fruits et légumes, selon le communiqué des services concernés.

Les autorités de wilaya sont entièrement disposées à accompagner les nouveaux promoteurs et à leur fournir tout le soutien pour concrétiser leurs projets, créer des emplois et contribuer à la relance du développement, avait récemment affirmé le wali de Tlemcen, Ali Benyaïche, lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques consacrée à l'identification de nouveaux projets prévus dans les assiettes foncières relevant de certaines entreprises publiques dissoutes dans la zone d'activités de la commune de Beni Boussaïd.

M. Benyaïche a instruit les responsables de gestion de la zone d'activité de Beni Boussaïd d'accorder, aux promoteurs, un délai de 15 jours pour compléter toutes les procédures relatives aux cahiers de charges et au permis de construire, tout en rappelant l'exclusion de 15 investisseurs dans cette zone pour retard dans la réalisation de leurs projets.

La wilaya de Tlemcen a récemment créé 14 nouvelles zones d'activités pour permettre aux opérateurs économiques locaux de concrétiser leurs projets. D'autres zones d'activités font l'objet d'opérations d'aménagement.

APS

Port d'Oran Réception prochaine des travaux de réfection des quais «Sénégal» et «Conakry»

Les travaux de réfection des quais «Sénégal» et «Conakry» au port d'Oran seront réceptionnés avant la fin du premier trimestre 2018, a-t-on appris auprès de l'Entreprise portuaire d'Oran (EPO).

Les travaux ont atteint un taux d'avancement dépassant 96% et seront réceptionnés fin mars prochain, a-t-on indiqué, soulignant qu'à cause de ces travaux lancés en juillet 2014, la capacité d'accueil du port a régressé de 35 %.

Les travaux au quai commercial Sénégal s'étendant sur une longueur de 390 mètres portent sur son extension et prolongement vers la mer de 12 mètres supplémentaires et une profondeur de moins de 11 mètres.

Ces travaux, pour lesquels les pouvoirs publics ont débloqué une enveloppe de 30 milliards de DA, permettront une fois achevés d'accueillir, dans ce quai, trois bateaux en même temps en plus d'une aire plus grande de chargement et déchargement des marchandises, a-t-on fait savoir.

Les travaux de réfection du quai Conakry destiné au traitement des navires de transport des voyageurs s'étendant sur une longueur de 250 mètres et une profondeur de 10 mètres offriront de meilleures conditions d'accueil, a-t-on ajouté.

Le port d'Oran a enregistré, lors de la saison estivale, une tension à cause des travaux de réfection touchant les quais de «Sénégal» et «Conakry». Le quai commercial «Casablanca» accueille une moyenne d'un à deux navires de voyageurs par jour en provenance de France et d'Espagne.

APS

Industrie automobile

Yousfi invite les entreprises chinoises à investir en Algérie

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a invité, mardi à Alger, les entreprises chinoises spécialisées dans la fabrication des composants automobiles à investir en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors d'un entretien avec l'ambassadeur chinois en Algérie, Yang Guangyu, le ministre a «exhorté les entreprises chinoises spécialisées dans la fabrication des composants automobiles à participer à l'essor de l'industrie automobile nationale à travers des partenariats», précise la même source.

Dans ce sens, M. Yousfi a invité les entreprises chinoises à participer aux Journées techniques sur la sous-traitance mécanique qui se tiendra début mars à Alger.

Le ministre a d'autre part incité les opérateurs miniers chinois à participer à la relance de l'exploration et de l'exploita-

tion minière, ajoute le communiqué.

Pour sa part, l'ambassadeur chinois a salué les «liens historiques» forts qui unissent l'Algérie et la Chine, soulignant que 2018 revêtait à ses yeux une signification particulière vu que cette année marque le 60e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays.

Il a aussi indiqué que la Chine entend marquer cet événement important en intensifiant la coopération industrielle et commerciale avec l'Algérie.

Le diplomate chinois a annoncé à ce propos, la visite prochaine en Algérie d'une mission commerciale chinoise, avec une forte délégation de chefs d'entreprises. Pour rappel, le ministre de l'Industrie et des Mines avait insisté récemment sur la fabrication locale d'équipements (pièces et accessoires) de véhicules. Il a également déclaré qu'il n'y aura pas de montage de véhicules en Algérie

à l'avenir, mais une industrie automobile.

«J'ai demandé aux responsables de différentes usines de montage de véhicules de se lancer dans les plus brefs délais dans la fabrication de composantes de véhicules», a fait savoir M. Yousfi.

Dans le même sillage, il avait souligné que ces orientations interviennent dans le cadre de la diversification de l'économie nationale que recommande le président de la République M. Abdelaziz Bouteflika et du programme du gouvernement visant à sortir progressivement de la dépendance aux hydrocarbures.

M. Yousfi a annoncé la tenue d'une rencontre nationale en mars prochain regroupant les représentants d'usines de montage de véhicules et d'entreprises de sous-traitance, dans la perspective de création de partenariats pour fournir différents accessoires de véhicules.

APS

Pratique de la médecine à Oran

Des tarifs «exagérés» selon les patients, les médecins s'en défendent

Les tarifs pratiqués par les médecins spécialistes à Oran font l'objet de critiques de la part de la grande majorité de patients, estimant que déboursier entre 1 500 et 3 000 DA pour une consultation était «exagéré» au moment où des médecins jugent ces tarifs «raisonnables» et même «en dessous» de ce que dépensent des malades dans d'autres pays.



S'ajoutent à l'argent de la consultation d'autres frais comme ceux de l'imagerie radiologique, les analyses médicales et autres prestations en cas de maladie grave, la facture devenant ainsi «lourde» aux yeux des patients.

Selon les connaisseurs, cette tarification est appliquée sur la base de plusieurs critères comme le niveau scientifique du spécialiste, la qualité des équipements utilisés en consultation, l'emplacement du cabinet ou de la clinique par rapport au centre-ville ou sa proximité des hôpitaux publics.

Les mêmes observateurs estiment que la tarification appliquée actuellement par les spécialistes est «exorbitante» comparée à la durée d'examen qui ne dure que sept minutes, 10 minutes au plus chez certains spécialistes, alors que cette durée devait être de 15 à 30 minutes en moyenne, pour permettre un meilleur dialogue et échange entre le praticien et le malade. On estime qu'il est inconcevable de fixer le coût d'une consultation en fonction du prix d'achat des équipements médicaux adaptés à certaines maladies comme la cardiologie, la gynécologie et la neurologie, l'ophtalmologie, l'ORL et autres.

Plusieurs malades, interrogés par l'APS, étaient catégoriques à estimer que les prix des consultations médicales sont excessifs. Il s'agit surtout de patients souffrant de maladies chroniques et lourdes nécessitant des consultations et des contrôles périodiques.

«Certes, la santé n'a pas de prix, mais avec ma pension de retraité, je ne peux pas me permettre des consultations médicales chez les spécialistes privés. Heureusement, je possède une carte Chifa qui me permet d'obtenir gratuitement des médicaments», déplore Hadj Baghdad, un retraité diabétique et souffrant d'une insuffisance rénale.

Djamila, femme au foyer et mère de quatre enfants, souffre, elle, d'asthme et d'allergies. Son état de santé nécessite également une surveillance médicale périodique, mais elle préfère recourir aux praticiens du secteur public. «Je me sens rassurée dans un hôpital public malgré le manque et l'insuffisance de ses moyens», assure Mme Djamila.

Dans certaines cliniques privées, on a l'impression, poursuit-elle, que seul l'argent compte. «On doit payer à l'avance une prestation médicale et attendre longtemps avant que le médecin daigne vous consulter. Nous n'avons pas la possibilité de discuter, de s'informer sur la gravité de la maladie, demander des conseils. Il faut faire vite, car d'autres malades attendent».

Nomenclature des tarifs à revoir

Un médecin, ayant requis l'anonymat activant au sein de l'Association de prise en charge des malades d'Oran, a estimé que les tarifs appliqués actuellement sont «non-réglementaires».

Dans une déclaration à l'APS, le direc-

teur de la santé et la population d'Oran, Abdennacer Bouda, a signalé que sa direction n'interfère pas dans le contrôle des prix de consultations ou d'actes médicaux du secteur privé.

«Notre travail se limite au contrôle des aspects liés au fonctionnement des cliniques, à l'hygiène, à la conformité des structures sanitaires avec le cahier des charges et l'agrément délivré au concerné par notre ministère», a-t-il expliqué.

Pour sa part, le président régional du Conseil de la déontologie médicale d'Oran a rappelé que le prix appliqué actuellement varie entre 1 500 et 2 000 DA, selon les normes en vigueur à travers différentes wilayas du pays. Il a estimé que «les tarifs sont même en dessous du raisonnable au vu des mutations socio-économiques et des évolutions imposées par les exigences de la vie professionnelle».

Le praticien Bekada Mohammed Bachir a considéré que la nomenclature des tarifs fixes depuis 30 ans, à 100 DA pour une consultation chez un spécialiste et à 50 DA chez un généraliste, est «dépassée et ne correspond plus aux réalités actuelles».

«Je ne défends pas le médecin, mais la pratique médicale», a-t-il mis en garde, estimant que «cette tarification ne couvre pas les dépenses d'achat de matériels sophistiqués, ceux de la formation pour mettre à jour ses connaissances, les frais découlant de la participation aux congrès internationaux et rencontres profession-

nelles».

Pour ce même médecin, la nomenclature des remboursements de ces tarifs est très faible. Il propose, dans ce contexte, la mise en place d'une commission, composée de secteurs de la santé, des finances, de la Cnas, des associations de prise en charge des malades, du Conseil de déontologie de la profession de médecine, afin de réviser ces taux de remboursements de l'argent des consultations selon les nouvelles données et suivant la conjoncture actuelle.

Pour sa part, le directeur de l'agence Cnas d'Oran, Mesli Lotfi, a indiqué que son organisme «n'est pas concerné par ces prix adoptés par les spécialistes, car le secteur privé fixe les tarifs selon ses compétences. Ceci n'est pas du ressort de la Cnas».

Le même responsable a ajouté que la Cnas rembourse les consultations et autres prestations médicales selon une nomenclature fixée par le ministère de la Santé depuis longtemps. Il a également signalé que l'argent remboursée, dans le cadre d'une convention contractuelle entre praticiens et la Cnas, est à l'ordre de 600 DA pour un généraliste et jusqu'à 1 200 DA pour un spécialiste.

T. L.

Hôpital pédiatrique d'El Manzeh Une bibliothèque installée grâce aux dons

Une bibliothèque vient d'être installée au niveau de l'hôpital pédiatrique de la cité El Manzeh, après l'opération de collecte de livres pour enfants dans le cadre de la campagne «Un livre à la place d'un ticket», lancée par la direction du théâtre régional Abdelkader Alloula d'Oran, a-t-on appris mardi des initiateurs de cette action.

«Plus de 3 000 livres pour enfants ont été collectés, les deux tiers dans le cadre de l'opération un livre à la place d'un ticket et le tiers restant est constitué des dons du public», a précisé à l'APS, Mourad Senouci, directeur du TRO.

La bibliothèque a été installée lundi, avec une collection riche : des contes, des ouvrages scientifiques, des manuels scolaires et des ouvrages parascolaires, a précisé M. Senouci, ajoutant que des donateurs ont même offert des jouets, des jeux et des fournitures scolaires (crayons de couleur, peinture, puzzles etc.).

La vidéo de l'opération, postée sur les réseaux sociaux, a suscité beaucoup de réactions. Des artistes nationaux et même étrangers, à l'image de la soprano espagnole Ana Hasler, qui s'est récemment produite sur les planches du TRO, ont émis le souhait de participer à l'enrichissement de cette bibliothèque.

L'opération de l'installation de la bibliothèque a vu l'adhésion d'un certain nombre de citoyens, qui ont spontanément rejoint la caravane, pour donner un coup de main, se réjouit le directeur du TRO, précisant que les personnes qui veulent poursuivre cet élan de solidarité avec les enfants hospitalisés peuvent déposer directement leurs dons au niveau de l'hôpital sans passer par le théâtre.

«Nous sommes contents de voir notre initiative avoir eu un impact sur les citoyens. Ces derniers ont réalisé qu'ils ont chez eux des livres qui ne leur servent plus, mais qui peuvent être utiles à ces enfants hospitalisés», a encore ajouté Mourad Senouci.

T. M.

Sécurité routière

Plaidoyer pour l'introduction de nouveaux mécanismes de formation

Le président de l'Association nationale de sécurité routière, Ali Chiguen, a plaidé, lundi à Oran, pour l'introduction de nouveaux mécanismes modernes en matière de formation des formateurs en conduite, pour prévenir les accidents de la circulation. En marge d'une rencontre nationale sur la sécurité routière organisée à l'Institut national spécialisé en formation professionnelle, M. Chiguen a affirmé que l'introduction de nouveaux mécanismes en formation des formateurs devra contribuer à augmenter le niveau de formation des conducteurs automobiles et réduire les accidents de la circulation.

Il a mis l'accent sur l'importance d'utiliser en formation des moyens pédagogiques modernes et d'accroître les heures de forma-

tion de conduite. En matière de prévention des accidents de la route, l'Association nationale de sécurité routière s'attelle cette année à sensibiliser les jeunes, âgés entre 20 et 38 ans et qui détiennent des permis de conduire de moins de cinq ans, qui sont à l'origine de 65% des accidents de la circulation. L'objectif de l'organisation de cette rencontre, placée sous le slogan «2018, année de la sécurité routière», est de sensibiliser les stagiaires des centres de formation professionnelle candidats pour passer leurs permis de conduire et les détenteurs de nouveaux permis contre les risques des accidents de la circulation en leur inculquant la culture routière, a souligné le chef du bureau d'Oran de cette association, Fatima Zohra Cherchour.

Le bilan présenté par la direction de la sûreté de wilaya d'Oran à cette occasion, enregistre une baisse sensible des accidents de la route dans les trois dernières années avec 369 en 2015 contre 280 en 2016 et 182 en 2017 faisant 15 morts et 201 blessés.

Cette rencontre, initiée par l'Association nationale de sécurité routière, a vu la participation de représentants des services de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales, du Croissant-Rouge algérien (CRA), des secteurs des affaires religieuses et wakfs, de la jeunesse et des sports, de la santé et des transports pour mettre en exergue leur contribution à sensibiliser les citoyens dans le domaine de prévention des accidents de la route.

G. M.

Blida

Levée de gel sur 23 projets



Une levée de gel a été décidée au profit de 23 projets de développement inscrits à l'actif des secteurs de l'Education, de la Santé et des Ressources en Eau de la wilaya de Blida, a-t-on appris, mardi, du directeur local de la programmation et du suivi du budget.

« Les autorités publiques ont décidé la levée de gel sur 23 projets de développement inscrits à l'actif des secteurs de l'Education, de la Santé et des Ressources en Eau », a indiqué Abdelaoui Boussalem, en marge d'une rencontre ayant réunie le wali avec les nouveaux élus des communes de la daïra d'Ouled Aich.

Concernant le secteur de la Santé, le responsable a signalé une levée de gel sur les projets de réalisation et d'équipe-

ment de trois polycliniques à Oued Djer, Bouinane et Beni Tamou, dotés d'une enveloppe globale de 450 millions de dinars, et de deux polycliniques à Blida et Meftah, pour une enveloppe de 240 millions, outre la réalisation d'un complexe mère -enfant pour un coût de 700 millions de dinars.

Par ailleurs, 14 autres opérations de développement, ont enregistré une levée de gel dans le secteur de l'Education nationale de la wilaya. Il s'agit de la réalisation programmée, à travers un nombre de communes, de huit (8) blocs scolaires dans le cycle primaire, quatre (4) CEM et deux (2) lycées, et ce pour une enveloppe de 2.553.600da, a fait savoir le directeur de la programmation et du suivi du budget. Quant au secteur des Ressources en Eau, il a bénéficié d'une levée de gel sur un projet de réalisation d'un réseau d'assainissement dans le Haut Bouarfa, pour une enveloppe de 140.000 dinars,

outre un système d'évacuation des eaux usées et des eaux de pluie, à la cité « A » de la nouvelle ville de Bouinane pour 300.000 dinars, parallèlement à la rénovation et à l'extension du réseau d'assainissement de la commune de Chréa pour une dotation de 150.000 dinars. Au titre de ces rencontres l'ayant réunie avec les nouveaux élus des APC, le wali Mustapha Layadhi a réitéré l'importance de cette levée de gel décidée par l'Etat, au profit de nombreux secteurs de développement, dont elle encourage la réalisation des projets en souffrance, tout en les instruisant de veiller à la relance des projets inscrits à l'actif de leurs communes dans les plus brefs délais.

Cette réunion est inscrite au titre d'une série de rencontres d'orientation et de formation lancées, depuis plus de deux semaines, au profit des élus des 25 communes de la wilaya.

T. L.

Laghouat

40 apiculteurs au salon national de la production de miel

Quarante (40) exposants, issus de 12 wilayas du pays, prennent part à un salon national d'apiculture et de production de miel, ouvert mardi à Laghouat, à l'initiative de la direction locale des services agricoles (DSA).

Première du genre dans la région, cette manifestation, qu'abrite le jardin botanique oasien de Laghouat, s'inscrit dans le cadre du programme de dynamisation du secteur agricole dans la wilaya, qui prévoit, entre autres segments, le développement de l'apiculture et des produits mellifères, a indiqué le chef de service de la mise en valeur des

terres et la promotion de l'investissement à la DSA, Ahmed Ferchane.

Le salon sera également une occasion pour les apiculteurs locaux d'échanger leurs expériences et d'écouler leurs produits.

Le programme prévoit, en marge de l'exposition des produits mellifères, une session de formation en apiculture en direction des élèves des cycles primaire et moyen, animée par une association spécialisée de la wilaya d'El-Bayadh.

Il est également prévu, lors de ce salon, la mise en place d'un stand dédié aux représentants des dispositifs de

l'Emploi et de financement des projets d'investissement, dont l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) et de la Banque de l'agriculture et de développement rural (BADR).

Cette manifestation sera sanctionnée par une rencontre avec la participation des exposants pour cerner les préoccupations des professionnels de la filière et faire des propositions pour la promotion de l'apiculture, a fait savoir M. Ferchane.

K. Y.

EPH Mohamed Boudiaf à Bouira

Le corps médical se plaint d'insécurité et de manque de moyens

Des dizaines de médecins et de paramédicaux exerçant à l'hôpital Mohamed Boudiaf de Bouira se sont plaints mardi d'un « climat d'insécurité » qui régnerait depuis des mois dans l'enceinte hospitalière après des actes d'agression commis contre trois médecins en l'espace d'une semaine, selon des protestataires.

Des sit-in et des mouvements de grève ont d'ailleurs été observés durant cette période. Lundi, des dizaines de médecins et de paramédicaux avaient organisé un rassemblement à l'intérieur de leur établisse-

ment pour dénoncer l'insécurité et les actes d'agression commis à l'intérieur du service des urgences médicales de l'hôpital.

« En l'espace d'une semaine, trois de nos médecins ont été agressés par des individus qui accompagnaient leurs malades. Ce n'est pas normal de travailler dans de telles conditions. Nous avons alerté les responsables concernés pour prendre les mesures nécessaires et améliorer la situation », a expliqué à l'APS Laref Triki, représentant local du syndicat algérien des paramédicaux (SAP).

D'autres médecins et paramédicaux rencontrés au service des urgences de l'EPH ont également fait part de leur colère face à cette insécurité dans laquelle ils travaillent quotidiennement, réclamant l'intervention des parties concernées pour mettre un terme à ce phénomène des agressions à l'intérieur des enceintes hospitalières.

Selon les détails fournis par M. Triki, suite à ces protestations, la direction de l'hôpital a été obligée d'installer un poste de police à l'intérieur du service des urgences pour rétablir le calme et la sécurité.

Khenchela

Hausse sensible de la production mellifère

La production de miel a enregistré dans la wilaya de Khenchela, au titre de la campagne agricole 2016-2017, une hausse sensible par rapport à la saison précédente, a révélé mardi le responsable du service de régulation de la production et du soutien technique à la direction des services agricoles (DSA), Ahmed Hamzaoui.

Quelque 570 quintaux ont en effet été produits durant l'exercice 2016-2017, contre 452 quintaux au terme de la précédente campagne agricole avec une hausse de 117 quintaux, a indiqué M. Hamzaoui, qui a expliqué que les conditions climatiques favorables durant cette saison et le recours massif aux techniques apicoles modernes sont les facteurs ayant contribué à l'augmentation de la production mellifère.

La hausse de la production de miel dans cette wilaya est également le fruit du soutien offert par l'Etat aux apiculteurs dans le domaine de la formation aux méthodes de production et des multiples campagnes de vulgarisation organisées par la DSA en direction des professionnels de la filière, selon la même source.

Concentrée essentiellement dans les communes de Chechar, Bouhmama et El Hamma, la filière miel de la wilaya de Khenchela a vu le nombre de ses apiculteurs passer de 989 en 2016 à 1.226 en 2017, ce qui a, selon M. Hamzaoui, entraîné par ricochet l'augmentation de près de 28% du nombre des ruches en exploitation dans cette wilaya atteignant 25.970 ruches contre 20.249 recensées la saison précédente.

F. L.

Tramway d'Ouargla Les essais effectués à plus de 90 % "avec succès"

Les essais techniques et dynamiques du tramway d'Ouargla ont enregistré « avec succès » un avancement global estimé à plus de 90 %, a appris mardi l'APS auprès du chef du projet.

Entamés depuis mai dernier, ces essais en cours d'exécution permettent de garantir le bon fonctionnement de l'ensemble des installations et infrastructures y compris le matériel roulant et la ligne ferroviaire, en prévision de sa mise en service commerciale prévue à la mi-mars prochain, a précisé Larbi Moulay.

Totalisant une vingtaine de rames, le tramway, qui va assurer, une fois opérationnel, le transport de plus de 3.000 passagers/heure, couvrira un parcours de 9,7 km, jalonné d'une quinzaine de stations, du quartier En-Nasr au centre commercial d'Ouargla, via les boulevards du 1er-Novembre et de la République, a-t-il précisé.

La première phase du projet, qui porte sur la réalisation des infrastructures et des bâtiments, a été confiée au groupement espagnol Rover-Alcia/Assignia Elecnor, alors que la deuxième tranche, qui concerne la « partie système » (caténaire), a été accordée à l'entreprise française Alstom, selon sa fiche technique. S'agissant de l'impact social, cet investissement d'intérêt général pourra générer plus de 430 emplois permanents (techniciens, ouvriers et autres) notamment au profit de la main d'oeuvre locale.

R. K.

CONFLITS ▶▶

Syrie

Erdogan reste ferme sur Afrine alors que Washington monte au créneau

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est dit hier déterminé à poursuivre l'offensive dans l'enclave syrienne d'Afrine pour en éliminer une milice kurde, avant un entretien attendu avec son homologue américain, Donald Trump, qui doit lui dire son inquiétude.



« L'armée turque et l'Armée syrienne libre reprennent le contrôle d'Afrine pas à pas (?) Cette opération va se poursuivre jusqu'à l'élimination du dernier membre de cette organisation terroriste », a déclaré M. Erdogan lors d'un discours à Ankara.

M. Erdogan parlait avant un entretien téléphonique prévu en début de soirée avec M. Trump qui devrait lui faire part de sa préoccupation face à l'offensive d'Afrine, selon des responsables américains parlant sous couvert de l'anonymat.

Cette offensive d'Ankara, menée contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), risque en effet de nuire à la lutte contre l'EI en Syrie, ont-ils estimé.

Depuis le début, samedi, de l'attaque sur Afrine, les

Etats-Unis s'étaient contentés d'adresser des appels à la « retenue » à la Turquie, mais semblent hausser le ton depuis mardi en mettant en garde contre les risques de déstabilisation d'une zone relativement épargnée par le conflit syrien. Visée par cette offensive, qui est entrée mercredi dans son cinquième jour avec de nouvelles frappes aériennes turques, la milice YPG est considérée comme « terroriste » par Ankara, mais est le fer de lance sur le terrain en Syrie de la lutte menée par une coalition internationale conduite par Washington contre le groupe Etat islamique (EI). S'estimant lâchées par leur allié américain, les YPG ont multiplié les appels Washington à faire pression sur Ankara pour stopper l'offensive.

M. Erdogan a de nouveau violemment chargé mercredi les YPG, les qualifiant de

« complices de la croisade postmoderne dont est victime notre région ».

Dans une interview à CNN, le porte-parole de la présidence turque Ibrahim Kalin a pour sa part appelé Washington à « reprendre toutes les armes fournies aux YPG au cours des deux dernières années ».

Les frappes turques de mercredi se sont concentrées sur les zones frontalières, dans le nord-ouest et le nord-est de la région d'Afrine « dans l'objectif de faire reculer les YPG et d'ouvrir la voie à une avancée terrestre », selon le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), Rami Abdel Rahmane.

Il a affirmé que les forces turques et les rebelles pro-Ankara avaient peu avancé dans la région d'Afrine depuis le début de l'attaque.

« Dès qu'il y a une avancée

et la conquête d'un village, il y a automatiquement une contre-offensive des Kurdes qui reprennent le contrôle de ce village », a-t-il dit.

Une correspondante de l'AFP présente dans la localité frontalière de Kirikhan dans le sud de la Turquie a vu hier matin une colonne de chars et des centaines de soldats turcs s'apprêter à entrer en Syrie. Des détonations de tirs d'artillerie dans la région d'Afrine pouvaient être entendues. Depuis samedi, plus de 80 combattants des YPG et des groupes rebelles syriens pro-Ankara ont été tués, ainsi que 28 civils, la plupart dans des bombardements turcs, selon l'Osdh. Ankara dément avoir touché des civils.

Trois soldats turcs ont également été tués, selon Ankara, qui affirme pour sa part avoir éliminé plus de 260 « terroristes ».

AFP

Armes chimiques en Syrie Mobilisation à Paris, Washington accuse la Russie

Vingt-quatre pays ont lancé mardi à Paris une initiative contre les attaques chimiques en Syrie dont le chef de la diplomatie américaine, Rex Tillerson, a accusé la Russie, alliée de Damas, de porter la responsabilité.

« Encore hier, plus de 20 civils, enfants pour la plupart, ont été victimes d'une attaque présumée au chlore », a déclaré le secrétaire d'Etat américain lors du lancement de ce partenariat international, voulu par la France, pour riposter au récent veto russe à l'ONU sur cette question.

« Quel que soit l'auteur des attaques, la Russie », en tant qu'allié du régime syrien de Bachar al-Assad, « porte, en dernier ressort, la responsabilité pour les victimes de la Ghouta orientale », en Syrie, a-t-il lancé, en rappelant qu'elle avait signé un accord avec les Etats-Unis en 2013 sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien.

Depuis la tribune de l'ONU à New York, l'ambassadeur russe, Vassily Nebenzia, a cependant rejeté ces accusations américaines « à l'emporte-pièces », estimant « étrange » que les informations « non confirmées » sur cette nouvelle attaque présumée soient sorties juste avant la réunion de Paris.

Le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a lui prévenu « les criminels qui ont pris la responsabilité d'utiliser et de concevoir ces armes barbares » qu'il n'y aurait « pas d'impunité ».

La conférence a été suivie d'une réunion à huis clos sur la Syrie entre les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de deux pays de la région, Jordanie et Arabie Saoudite.

Cette réunion avait pour but de « remettre le processus (de paix) de Genève et les Nations unies dans le jeu avant le Congrès intersyrien organisé par la Russie le 30 janvier à Sochi », a-t-on précisé dans l'entourage de Jean-Yves Le Drian.

Les ministres ont tenté de définir « la meilleure manière de soutenir » ce processus onusien en matière de « réforme constitutionnelle et préparatifs en vue de la tenue d'élections », avant une série de réunions sur la Syrie, a ajouté un haut responsable du département d'Etat américain, tout en prévenant que cela prendrait « du temps ».

Concrètement, lors de la conférence contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques, 24 pays se sont engagés à partager des informations et à établir des listes de personnes impliquées dans leur utilisation, en Syrie, où la guerre a fait plus de 340 000 morts depuis 2011, mais aussi ailleurs dans le monde. Cette initiative intervient après un double veto russe au renouvellement du mandat d'experts internationaux sur l'emploi d'armes chimiques en Syrie.

AFP

Yémen Des dizaines de rebelles et civils tués

Des dizaines de rebelles et de civils ont été tués en 24 h dans le nord du Yémen, ont indiqué mercredi des médias, alors que des combats ont opposé la coalition militaire dirigée par l'Arabie Saoudite aux éléments du groupe armé Ansar Ellah dit Houthis dans leur bastion.

La chaîne de télévision d'Etat saoudienne Al-Ekhbariya a fait état de 40 rebelles tués dans la province de Saada depuis mardi.

De leur côté, les Houthis ont déclaré, par le truchement de leur chaîne de télévision Al-Massirah, que neuf personnes, dont quatre civils, avaient trouvé la mort dans un raid aérien de la coalition à Saada, région frontalière de l'Arabie Saoudite.

Un responsable local du département de la Santé contrôlé par les rebelles, a affirmé que 22 personnes avaient été tuées ces dernières 24 h dans des raids aériens dans la province de Saada, y compris neuf civils, dont quatre enfants.

Le nord du Yémen, y compris la capitale Sanaa, est aux mains des rebelles depuis la fin 2014, ainsi qu'une série de ports sur la côte occidentale de ce pays.

La guerre au Yémen a fait plus de 9 200 morts et près de 53 000 blessés depuis mars 2015, date de l'intervention de la coalition sous commandement saoudien.

Selon l'ONU, le Yémen, pays le plus pauvre du Moyen-Orient, est le théâtre de « la pire crise humanitaire du monde » avec des risques de famine à grande échelle.

R. N.

Afghanistan

Un bureau de l'ONG Save the Children attaqué

Des hommes armés ont attaqué hier en Afghanistan le bureau de l'organisation humanitaire Save the Children à Jalalabad, dans l'est du pays, et affrontaient les forces de sécurité qui ont encerclé le bâtiment, rapportent les autorités. Le bilan provisoire est de trois morts et 20 blessés.

L'attaque a été revendiquée par le groupe Etat islamique (EI) via son organe de communication Amak. Trois autres attaques visant les intérêts des gouvernements britannique, suédois et afghan ont été menées simultanément à Jalalabad, ajoute Amaq. Save the Children a annoncé, en réaction à cette attaque, la suspension temporaire de tous ses programmes en Afghanistan et la fermeture provisoire de tous ses bureaux.

Les opérations reprendront « dès que possible et quand nous aurons obtenu l'assurance que cela peut être effectué en toute sécurité », dit l'ONG dans un commu-

niqué envoyé par courriel.

« Notre première préoccupation est la sécurité de notre personnel », ajoute-t-elle.

L'assaut a débuté vers 9h00 par un attentat-suicide à la voiture piégée devant les locaux de l'ONG, où se sont engouffrés d'autres assaillants, a déclaré un porte-parole du gouvernement provincial.

Les écoliers et habitants du quartier ont pris la fuite à l'arrivée des forces spéciales et des premiers échanges de tirs.

« Il y a eu une explosion, la cible était Save the Children », a déclaré Attaullah Khogyani. « Les assaillants sont entrés dans le bâtiment et les combats se poursuivent ». Au moins quatre assaillants déguisés en policiers ont attaqué les locaux, ont rapporté des témoins.

Un cadavre, qui n'a pu être identifié, a été retrouvé dans le bâtiment par les forces de sécurité, qui ont également perdu un de leurs membres.

D'autres groupes spécialisés dans l'ai-

de humanitaire ainsi que des bâtiments officiels se trouvent dans le quartier visé.

Jalalabad est la capitale de la province de Nangarhar, près de la frontière avec le Pakistan, l'un des bastions de l'EI, apparu début 2015 en Afghanistan.

Soutenues par les forces américaines, qui procèdent à des bombardements aériens intensifs, les forces afghanes ont fait reculer les taliban et les autres groupes de combattants, dont l'EI, mais sans mettre fin aux attaques contre les civils. L'attaque de Jalalabad survient quelques jours après celle qui a visé l'hotel Intercontinental dans la capitale, Kaboul, et fait 20 morts dont 13 étrangers.

Elle rappelle les difficultés éprouvées par les ONG présentes en Afghanistan. En octobre dernier, la Croix-Rouge a annoncé une nette réduction de ses activités dans le pays après la mort de sept employés dans des attaques au cours des mois précédents.

Reuters



Présidentielle en Egypte

Un autre concurrent de Sissi risque d'être disqualifié

Un nouveau concurrent au président égyptien Abdel Fattah al-Sissi pour la présidentielle du 26 mars, l'ex-chef d'état-major de l'armée Sami Anan, risque d'être écarté de la course après avoir été accusé d'avoir falsifié des documents pour pouvoir se présenter.



L'issue de cette troisième élection présidentielle depuis le renversement par une révolution populaire en 2011 du raïs Hosni Moubarak, ne semble donc faire guère de doute. Avant M. Anan, potentiellement hors course après les accusations publiées mardi par l'armée, trois concurrents ont été écartés ou ont dû renoncer à se présenter à la présidentielle.

Le général Anan avait annoncé samedi son intention de se porter candidat à la présidentielle, quelques heures après la confirmation par M. Sissi, qui fut aussi un ex-chef d'Etat major, de sa volonté de briguer un second mandat.

Or selon une vidéo publiée mardi sur sa page officielle Facebook, l'armée l'a accusé d'avoir annoncé sa candidature "sans l'autorisation des forces

armées et sans suivre les procédures requises pour mettre fin à son service actif dans l'armée".

Arrêté ?

L'ancien chef d'état major est également accusé de "falsification de documents officiels pour affirmer que son service dans l'armée est terminé, contrairement à la vérité".

"Toutes les procédures judiciaires doivent être entreprises concernant ce qui a été commis en termes d'infractions et de crimes qui demandent sa comparution devant les juridictions compétentes", ajoute l'armée.

On lui reproche encore de vouloir créer la "division" entre l'armée et le peuple égyptien.

Selon l'entourage de M. Anan, l'ex chef de l'armée a même été arrêté mardi.

"Il a été arrêté ce matin à son

bureau à Zamalek (un quartier du Caire, ndr) et a été emmené au parquet militaire", a assuré à l'AFP Hisham Geneina, l'un des responsables de l'équipe de campagne de M. Anan.

Aucune source officielle n'a confirmé ni démenti cette arrestation. Interrogé par l'AFP mardi avant même que les accusations de l'armée ne soient rendues publiques, Hazem Hosni, professeur de sciences politiques à l'Université du Caire, et porte-parole de M. Anan, a estimé qu'il "doit y avoir de l'espace (dans l'Etat) pour les libertés publiques, la participation politique".

"Tuer la politique de cette façon en Egypte n'est pas juste", a-t-il ajouté.

Adversaire gênant

Avant M. Anan, d'autres potentiels candidats n'ont pu ou

voulu aller jusqu'au bout de la course présidentielle.

L'ex-Premier ministre égyptien Ahmed Chafiq, perçu comme un possible adversaire gênant pour M. Sissi, avait annoncé fin novembre son intention de se présenter depuis les Emirats arabes unis. Mais à son retour d'exil début décembre, il avait renoncé après avoir été introuvable pendant 24 heures.

Le colonel Ahmed Konsowa avait lui aussi annoncé en novembre son intention de se présenter. Mais il avait toutefois été interpellé peu après et condamné en décembre à six ans de prison pour "comportement nuisant aux exigences du système militaire".

Et le 15 janvier, le neveu de l'ancien président Anouar el-Sadate, Mohamed Anouar el-Sadate, devenu une voix dissidente, a annoncé qu'il ne serait pas candidat lui non plus, dénonçant un climat guère propice à un scrutin libre.

Seuls le fantasque patron du club de football de Zamalek, Mortada Mansour, et l'avocat Khaled Ali, dont la candidature est incertaine en raison d'ennuis judiciaires, sont encore susceptibles de se présenter avant la date limite de dépôt des candidatures le 29 janvier.

L'équipe de campagne de M. Ali doit se réunir mardi soir pour décider si cet avocat militant de gauche va se présenter.

Elu confortablement en 2014, M. Sissi avait renversé l'année précédente, en juillet 2013, son prédécesseur islamiste Mohamed Morsi à la faveur d'importantes manifestations.

En quatre ans de présidence, il a réduit au silence toute opposition islamiste comme libérale, emprisonnant des centaines d'opposants.

AFP

Tchad Interdiction d'une marche de la société civile

Les autorités tchadiennes ont interdit mardi une marche nationale de la société civile, prévue le 25 janvier dans les grandes villes du pays pour protester contre les mesures d'austérité et la hausse du prix du carburant, dans un contexte de sévère récession économique depuis deux ans, ont rapporté des médias. "La marche de la société civile prévue le 25 janvier est strictement interdite sur l'ensemble du territoire national", a indiqué le ministère de l'Intérieur et de la sécurité dans un arrêté, rendu public dans la nuit sur les ondes de la radio nationale. "Les forces de défense et de sécurité sont tenues de veiller à l'application de cette décision", a souligné le ministère.

L'interdiction a été relayée par SMS aux utilisateurs de téléphone portable. Prévue de longue date par des organisations de la société civile, la marche du 25 janvier vise à protester contre les mesures d'austérité et la hausse du prix du carburant, dans un contexte de sévère récession économique depuis deux ans.

"Cette interdiction aurait dû nous parvenir six jours après le dépôt de notre demande de manifestation, elle ne nous a pas été notifiée de façon formelle, pour nous elle est donc irrégulière", a dit le secrétaire général de la Convention tchadienne pour La Défense des droits de l'homme (CTTDH), Mahamat Nour Ahmed Ibedou, cité par l'AFP, avant de réitérer l'appel à manifester.

Huit organisations de la société civile prévoient cette marche pour protester contre "la mauvaise gouvernance, les injustices de toutes sortes

et les mesures anti-sociales prises par le gouvernement".

Les mouvements de grève et de protestation sociale sont rarement autorisés au Tchad, les autorités avançant des "raisons de sécurité".

Lundi, une grève massive des transporteurs, qui protestaient contre la hausse des carburants, a paralysé la capitale, où plus d'une centaine de personnes ont été arrêtées après des incidents.

R. K.

Zimbabwe

Les ministres vont devoir divulguer leur patrimoine

Le nouveau président du Zimbabwe, soucieux de tenir sa promesse de combattre la corruption et promouvoir la transparence, a ordonné à ses ministres et aux autres hauts responsables publics de déclarer leur patrimoine d'ici la fin février.

Emmerson Mnangagwa a pris le pouvoir en novembre après la chute provoquée par l'armée de son prédécesseur, Robert Mugabe, et il s'est immédiatement engagé à lutter contre la corruption, notamment au sein de l'administra-

tion publique. Son chef de cabinet, Misheck Sibanda, a annoncé mardi qu'il était désormais obligatoire pour tous les ministres, leurs adjoints, les hauts fonctionnaires et les dirigeants d'entreprises publiques de rendre leur patrimoine public.

Ils devront notamment divulguer leur patrimoine immobilier, l'existence de biens d'une valeur supérieure à 100.000 dollars (81.000 euros) et leurs participations dans des entreprises. "Le président espère la coopération

pleine et rapide de tous ceux qui exercent une responsabilité publique", a déclaré Misheck Sibanda dans un communiqué.

Emmerson Mnangagwa, qui assistera cette semaine au Forum économique mondial de Davos, une première pour le Zimbabwe, s'efforce de rompre avec les pratiques qui prévalaient lorsque Robert Mugabe dirigeait le pays, afin notamment d'attirer les investisseurs étrangers.

Reuters

RDC

Internet rétabli mardi soir deux jours après les marches anti-Kabila

Internet a été rétabli mardi soir en République démocratique du Congo, après avoir été suspendu sur instruction des autorités dans la nuit de samedi à dimanche avant des manifestations interdites et réprimées, a constaté l'AFP.

Les messageries sur les réseaux sociaux ont repris en soirée, après les échanges de

SMS. "Orange (...) pourra procéder à la réouverture des services SMS à 18h00 et internet mobile à partir de 21h30", avait annoncé la filiale congolaise de la société française dans un message à ses abonnés. D'autres opérateurs n'ont rien dit.

Les autorités congolaises avaient "instruit" les opérateurs de couper l'accès à internet dans la

nuit de samedi à dimanche à la veille de marches contre le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila, a indiqué à l'AFP un responsable d'une société de télécommunication. La coupure a été effective autour de minuit.

Internet avait également été coupé avant les précédentes marches du dimanche 31

décembre. La répression des marches de dimanche a fait six morts à Kinshasa, selon un bilan "provisoire" des Nations unies et de l'église.

Lors de précédentes manifestations réprimées en janvier 2015, les autorités avaient coupé internet pendant plusieurs jours, après avoir constaté que les usagers se

partageaient en temps réel des images de tués et de blessés, affirmant qu'il s'agissait de victimes de ces troubles.

Des habitants de Bukavu ou Goma dans la région du lac Kivu (est) ont utilisé les réseaux du Rwanda voisin pendant les coupures.

AFP

Présidentielle anticipée au Venezuela, Maduro cherche sa réélection



Le pouvoir vénézuélien, englué dans une grave crise économique, a convoqué mardi une élection présidentielle anticipée à laquelle le chef de l'Etat socialiste Nicolas Maduro va se représenter afin de profiter d'une dynamique électorale favorable et des divisions de l'opposition.

« **A**vant le 30 avril, doit se dérouler une élection présidentielle au Venezuela », annonce le décret proposé par le numéro deux du régime Diosdado Cabello et adopté à l'unanimité par l'Assemblée constituante, acquise à Nicolas Maduro. Jusqu'à présent, la présidentielle était officiellement prévue pour fin 2018 mais certains experts estimaient déjà que sa date pourrait être avancée par le camp

présidentiel. « Pour le gouvernement, c'est tout à fait logique d'avancer le scrutin, d'abord parce qu'il fait face à un début d'année très compliqué économiquement, ensuite car il profite de ce moment de grande désorganisation de l'opposition », juge l'analyste Benigno Alarcon.

Dans la foulée, le président vénézuélien s'est dit prêt à se lancer dans la course à la présidentielle. « Je suis un humble travailleur, un humble homme du peuple. Si le Parti socialiste uni du Venezuela croit que je dois être le candidat à la présidentielle du camp révolutionnaire, je suis à disposition », a déclaré M. Maduro à la presse avant de participer à un rassemblement public à Caracas.

Les douze pays latino-américains du Groupe de Lima ont condamné l'organisation anticipée de ce scrutin, estimant par la voix du chef de la diplomatie chilienne Heraldo Muñoz que « cette décision empêche le déroulement d'élections présidentielles démocratiques, transparentes et crédibles ».

Son homologue mexicain Luis Videgaray a annoncé que son pays se retirait des discussions entre le gouvernement et l'opposition vénézuéliens qui tentent à Saint-Domingue de trouver une sortie de crise, et où les modalités et la date du prochain scrutin présidentiel font justement partie des principaux points débattus.

Ces discussions reprendront néanmoins les 28 et 29 janvier prochains, a annoncé mardi le président Maduro, qui a réaffirmé être « prêt à signer » un éventuel accord afin de résoudre la crise politico-économique au Venezuela, secoué d'avril à juillet par une vague de manifestations antigouvernementales au cours desquelles 125 personnes ont été tuées. En annonçant que l'élection présidentielle serait anticipée, Diosdado Cabello a expliqué que cette décision était une manière pour Caracas de répondre aux sanctions imposées mardi par l'Union européenne contre de hauts dirigeants vénézuéliens, dont lui-même.

« Campagne de haine »

« Si le monde veut nous infliger des sanctions, nous allons organiser des élections. Des pouvoirs impériaux et sans légitimité ont déclenché une campagne systématique de haine contre le Venezuela », a dit M. Cabello à la tribune de la Constituante, tandis que des centaines d'élus de cette assemblée scandaient « Nicolas ! », « Nicolas ! ».

Cette instance aux prérogatives élargies est chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Elle s'est attribuée la plupart des compétences du Parlement.

« Nous allons vaincre unis », a ajouté M. Cabello, faisant allusion à la coalition de l'opposition de la Table de l'unité démocratique (MUD), plus divisée que jamais sur la stratégie à adopter face au gouvernement, entre négociations et manifestations.

La MUD, qui a essuyé défaite sur défaite aux régionales et aux municipales, s'est engagée fin décembre à également présenter un candidat unique. Il pourrait être choisi « via des primaires en quatre à cinq semaines », a précisé mardi l'un des dirigeants du mouvement, Henry Ramos Allup. Autre décision prise par la Constituante toute puissante : les trois principales formations de la coalition opposée à M. Maduro devront, pour participer à la présidentielle, se réinscrire auprès des autorités électorales pour avoir boycotté les municipales du 10 décembre.

C'est ce même Conseil national électoral (CNE) - accusé par l'opposition de servir le gouvernement - qui doit fixer la date de la présidentielle, a expliqué M. Cabello.

Avec une pénurie généralisée, allant des aliments aux médicaments, en passant par les matières premières, et une hausse des prix attendue à 2.350% en 2018, selon le FMI, le Venezuela est secoué par une crise économique hors de contrôle.

Dans un pays dont les revenus sont assurés à hauteur de 96% par le seul pétrole et très dépendant des importations, la baisse des cours et de la production a conduit le gouvernement, qui attribue l'hyperinflation à une « guerre économique » livrée par la droite et les Etats-Unis pour faire chuter le président, à fortement limiter les achats à l'étranger. Le Venezuela éprouve en outre de graves difficultés à rembourser dans les temps sa dette souveraine évaluée à 150 milliards de dollars.

AFP

Etats-Unis

Le Sénat confirme Jerome Powell comme nouveau président de la Fed

■ Jerome Powell, choisi par le président Donald Trump pour diriger la Banque centrale américaine (Fed), a été confirmé mardi haut la main à ce poste par le Sénat.

Il a été confirmé par un vote de 85 voix pour et 12 voix contre. M. Powell était déjà, en tant que gouverneur, membre du directeur de la Réserve fédérale depuis cinq ans.

Cet ancien juriste perçu comme un républicain modéré capable de consensus succède à la démocrate Janet Yellen, devenant ainsi le 16e président de la puissante banque centrale, une institution un peu plus que centenaire.

Agé de 64 ans, il doit prendre ses fonctions à la fin le 3 février du mandat de Mme Yellen, 71 ans et première femme à tenir les rênes de la Fed.

En tant que participant au Comité de poli-

tique monétaire (FOMC) depuis cinq ans, M. Powell a toujours voté dans la direction donnée par Mme Yellen, notamment sur la sortie de la politique d'assouplissement monétaire quantitatif (QE) initiée après la crise financière et sur la remontée progressive des taux d'intérêt.

« Il est temps de normaliser » progressivement les taux d'intérêt, avait-il indiqué lors de son audition de confirmation fin novembre.

Ses positions ne font toutefois pas l'unanimité, comme le montre le vote du Sénat mardi. Même si de nombreux démocrates ont voté pour lui, quelques républicains ont voté contre, notamment le sénateur de Floride et ancien candidat à la présidentielle de 2016 Marco Rubio et le libertaire Ron Paul. Du côté des démocrates opposés à sa

nomination figure la sénatrice Elizabeth Warren, bête noire de Wall Street. En novembre, elle s'était notamment inquiétée de l'intention de M. Powell d'assouplir la régulation financière.

« Je crains beaucoup que la Fed ne réduise les réglementations imposées après la crise financière sous le leadership de M. Powell », avait-elle indiqué.

M. Powell avait assuré qu'il n'y avait plus de banque « trop importante pour faire faillite » après les efforts de la loi Dodd-Frank qui a imposé des normes de capitaux, de liquidités et des tests de résistance.

Il s'était aussi dit prêt à « ajuster » cette réglementation financière alors que l'administration Trump a fait de l'élagage de la loi Dodd-Frank un de ses chevaux de bataille.

AFP

L'Arabie Saoudite veut une place sur la carte du tourisme mondial

Fixant, émerveillés, un lac salé en contrebas, des randonneurs tentent péniblement d'apprivoiser les pentes escarpées d'un cratère volcanique, trésor caché parmi les merveilles naturelles que l'Arabie Saoudite veut promouvoir pour attirer des touristes étrangers.

Le Royaume de 32,5 millions d'habitants, longtemps fermé, va bientôt commencer à délivrer des visas touristiques, ouvrant l'une des dernières frontières du tourisme mondial.

Pays du Golfe encore très dépendant du pétrole, l'Arabie Saoudite considère le tourisme comme une manne potentielle, un «or blanc», et vise 30 millions de visiteurs par an d'ici 2030, soit près du double d'aujourd'hui.

Connu pour sa ségrégation des sexes et son code vestimentaire liés à une version rigoureuse de l'islam, le pays était jusqu'ici perçu comme une destination improbable par les touristes du monde entier, à l'exception des pèlerins de La Mecque et Médine.

Les autorités veulent notamment promouvoir le cratère volcanique d'Al Wahbah, où les visites sont encore rares. Pour la première fois, Amr Khalifa, un guide privé, conduit un groupe de campeurs au fond de ce cratère, les encourageant à mettre leur poids sur les talons pour ne pas glisser.

«J'ai parlé d'Al Wahbah à mes amis», mais «ils ne connaissent pas», confie Mohamed Bahroun, un banquier d'affaires basé à Jeddah (ouest).

Montagnes amoureuses

Situé à quatre heures de route de Jeddah, ce cratère s'est formé après une explosion de vapeur souterraine due à l'activité volcanique. La légende locale raconte que sa naissance est le fruit de l'amour de deux montagnes, dont l'une s'est déracinée pour s'unir à l'autre, laissant une dépression en forme de bol.

«Le principal défi consiste à rendre ces sites touristiques accessibles», affirme M. Khalifa, en admettant que son groupe est le seul sur place ce week-end.

Le tourisme est l'un des moteurs de «Vision 2030», un plan ambitieux pour restructurer l'économie saoudienne annoncé en 2016 par le puissant prince héritier Mohammed ben Salmane.

Le jeune fils du roi se projette comme un réformateur et multiplie les initiatives pour moderniser le Royaume ultra-conservateur. Il a dévoilé en octobre un immense projet de



zone de développement futuriste dans le nord-ouest -comprenant un volet touristique-, qui nécessite 500 milliards de dollars d'investissements.

En août, Riyad avait annoncé le lancement d'un projet touristique d'envergure consistant à transformer une cinquantaine d'îles de la mer Rouge en stations balnéaires de luxe. Les autorités prévoient aussi de mettre en valeur des sites archéologiques nabatéens, dont celui d'Al-Hijr, inscrit par l'Unesco au Patrimoine mondial.

Pas d'alcool ?

Dans un entretien à l'AFP, le mois dernier, le prince Sultane ben Salmane ben Abdelaziz, en charge du secteur touristique saoudien, a annoncé que des préparatifs étaient en cours pour lancer des visas électroniques au premier trimestre de 2018 pour «tous les ressortissants dont les pays autorisent leurs citoyens à visiter» l'Arabie Saoudite.

«Le Royaume est un très grand trésor», a souligné ce prince en décrivant ses paysages époustouflants. «Nous ne sommes pas que des marchands de pétrole», a-t-il assuré.

L'Arabie Saoudite a commencé sa mue en levant l'interdiction des salles de cinéma, en autorisant les femmes à entrer dans des stades et en annonçant qu'elles pourraient conduire à partir de juin prochain.

Mais l'interdiction totale de l'alcool risque d'être un frein pour des touristes occidentaux, estiment des experts. Le prince Sultane a déclaré que le Royaume, qui tire sa légitimité de la tutelle des lieux les plus sacrés de l'islam, ne permettrait pas l'alcool. «Nous ne voulons pas abandonner notre culture et nos valeurs», a-t-il prévenu.

Des rumeurs font toutefois état de projets pour créer des centres de villégiature exclusifs pour les touristes étrangers, qui, à l'instar de nombreux complexes résidentiels d'expatriés à Riyad, auraient des normes plus souples.

Kristian Ulrichsen, associé au Baker Institute for Public Policy à l'université Rice (Houston, Etats-Unis), pense que les autorités miseront «en premier lieu sur les visiteurs locaux et régionaux, pendant que l'infrastructure touristique se développe». Mais des agences de voyages internationales prévoient déjà des voyages. «Il y a beaucoup de potentiel, nous le savons grâce à la demande croissante dans notre base de données», déclare à l'AFP Justin Wateridge, directeur général de l'agence Steppes Travel, basée en Grande-Bretagne.

Le tourisme est un «concept nouveau» pour l'Arabie Saoudite, souligne pour sa part Khaled Batarfi, un écrivain basé à Jeddah. «Dans notre héritage tribal, servir les autres est inacceptable, sauf s'il s'agit de votre propre invité», écrivait-il l'an dernier dans le journal *Saudi Gazette*, appelant à la mise en place de formations destinées aux professionnels du tourisme. **AFP**

Puigdemont souhaite pouvoir rentrer en Espagne «sans risque»

■ L'indépendantiste catalan Carles Puigdemont a souhaité mardi pouvoir rentrer en Espagne sans risquer une incarcération afin de défendre sa candidature à la présidence de la Catalogne, malgré la promesse de Madrid de l'arrêter.

«Mon intention (...) est de contribuer au rétablissement de la démocratie», de sorte que le résultat des élections catalanes soient respectés, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Copenhague.

«Le meilleur signal en ce sens serait que je puisse rentrer sans aucun risque pour faire face au débat parlementaire» qui précèdera le vote d'investiture, a déclaré M. Puigdemont qui vit à Bruxelles depuis la fin octobre et se trouve en visite au Danemark.

Mardi, son parti a d'ailleurs retiré une demande qui visait à déléguer son vote à un autre parlementaire catalan, a-t-on appris de source parlementaire.

Après s'être plaint lundi de ce qu'il a appelé «l'autoritarisme» du gouvernement espagnol, M. Puigdemont a invité «tout le monde à faire un effort» pour permettre le retour à la normale en Catalogne, écrasée selon lui

depuis la mise sous tutelle de la région par Madrid le 27 octobre, en pleine tentative de sécession.

Depuis, le gouvernement a organisé de nouvelles élections en Catalogne. Les indépendantistes y ont maintenu leur majorité parlementaire, avec 70 voix sur 135. Et le candidat officiel des deux grandes formations séparatistes (Ensemble pour la Catalogne et la Gauche républicaine de Catalogne) reste Carles Puigdemont, même si Madrid menace de bloquer son investiture devant la Cour constitutionnelle.

«Hélicoptère, ULM ou bateau»

Il appartient désormais au parlement catalan de voter sur cette candidature avant la fin du mois. L'Espagne bruit de rumeurs: tenterait-il d'être investi à la présidence de la Catalogne depuis Bruxelles, une option jugée illégale par les juristes du parlement?

Où rentrera-t-il nuitamment pour contraindre Madrid à un show médiatique impliquant une arrestation controversée dans les travées du parlement?

«S'il pense que rentrer est préférable, il le

fera» et «assumera le risque personnel», déclare à l'AFP son avocat en Espagne Jaume Alonso-Cuevillas.

Son ancien vice-président Oriol Junqueras et trois autres responsables indépendantistes sont déjà en détention provisoire pour leur rôle présumé dans la tentative de sécession.

Et le gouvernement espagnol fera tout pour qu'il ne puisse pas rentrer sans être intercepté.

«Nous travaillons pour que ça ne puisse pas se produire, aux frontières et à l'intérieur des frontières, partout», a déclaré à la chaîne Antena 3 le ministre de l'Intérieur Juan Ignacio Zoido.

«Nous allons faire en sorte qu'il ne puisse pas entrer (au parlement catalan), pas même dans le coffre d'une voiture», ni «en hélicoptère, ULM ou bateau» a dit M. Zoido, s'avouant «très préoccupé parce qu'on ne sait pas à quoi s'attendre avec une personne ayant une telle conduite».

M. Puigdemont, traité d'«illuminé» dans un éditorial du quotidien *El País*, ouvertement anti-indépendantiste, s'est entretenu mardi avec plusieurs députés danois, dont Magni

Arge, élu du parti séparatiste féringien Tjóðveld («Les républicains»).

Mercredi il recevra la visite à Bruxelles du président du parlement catalan Roger Torrent, qui doit aussi s'entretenir avec les quatre autres élus indépendantistes partis à Bruxelles peu avant leur inculpation, fin octobre.

A Bruxelles, M. Puigdemont est libre de ses mouvements, la justice espagnole ayant préféré renoncer à demander son arrestation pour éviter des divergences avec les juges belges sur les délits qui peuvent lui être reprochés.

M. Zoido a accusé M. Puigdemont d'avoir «monté un cirque» depuis l'étranger et a assuré que «le poids de la justice allait retomber sur lui aussi», en référence aux trois députés indépendantistes déjà emprisonnés.

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a pour sa part souhaité «que le bon sens s'impose en Catalogne». Il a prévenu samedi, qu'en cas d'investiture de M. Puigdemont, l'autonomie de la région resterait suspendue. **AFP**

Indonésie

Dix mois de prison pour apologie du communisme

Un défenseur de l'environnement en Indonésie a été condamné à dix mois de prison pour apologie du communisme, en application d'une loi réprimant sévèrement cette doctrine au cœur d'un des épisodes les plus sombres de l'histoire du pays.

Le militant Heri Budiawan, 38 ans, jugé par un tribunal de Banyuwangi, dans l'est de l'île de Java, a été reconnu coupable d'apologie du communisme lors d'une manifestation l'an passé contre l'ouverture d'une mine d'or. Le parquet avait requis sept ans de prison ferme.

Au cours du rassemblement, certains manifestants exhibaient des banderoles avec une image du marteau et de la faucille — symbole du communisme — et Budiawan avait été désigné comme l'organisateur de l'événement.

Trois autres participants portant les mêmes banderoles ont également été inculpés pour apologie du communisme ou autres idéologies de gauche, dont la sanction peut aller jusqu'à 12 ans d'emprisonnement. Ils seront jugés prochainement.

Environ 500.000 personnes affiliées au



Parti communiste indonésien (PKI) avaient été tuées dans les massacres de l'armée d'octobre 1965 à mars 1966 par des militaires et des milices civiles, selon des historiens. Les massacres ont débuté après que le général Suharto a réprimé un coup d'Etat manqué en 1965, attribué par les autorités aux communistes. Le dictateur avait ensuite pris le pouvoir et dirigé le pays d'une main de fer pendant 32 ans. Il a été chassé du pou-

voir par une révolte populaire en 1998, à la suite de la crise financière asiatique, et est décédé en 2008.

Au cours de son règne, les massacres ont été présentés comme une étape nécessaire pour débarrasser le pays du communisme, à une époque où l'Indonésie avait le troisième plus grand parti communiste au monde après la Chine et l'Union soviétique.

AFP

Etats-Unis

Un élève ouvre le feu dans un lycée, 2 morts, 17 blessés

Un élève a ouvert le feu mardi dans son lycée de l'Etat du Kentucky, tuant deux adolescents et faisant 17 blessés avant d'être arrêté, une nouvelle fusillade en milieu scolaire endeuillant les Etats-Unis. Le tireur a été interpellé de façon non violente par un agent du shérif, puis placé en garde à vue.

Il s'agit d'un élève du lycée, âgé de 15 ans. «Il sera inculpé de meurtres et de tentatives de meurtres», a déclaré Matt Bevin, le gouverneur de cet Etat situé à l'ouest des Appalaches.

Une lycéenne de 15 ans est morte sur place. Un lycéen, également âgé de 15 ans, a été mortellement touché par balle et est décédé à l'hôpital, a ajouté le gouverneur. Il a précisé que toutes les victimes étaient a priori scolarisées dans l'établissement.

Parmi elles, 13 ont été blessées par balle, dont quatre sont hospitalisées, trois dans un «état grave», la quatrième dans un état «stable», a précisé la police du Kentucky. Cinq autres ont été blessées dans la panique causée par l'attaque.

Toutes étaient âgées de 14 à 18 ans.

Les tirs ont éclaté au début des classes au lycée de Marshall County, dans la petite ville de Benton. Un endroit où, selon M. Bevin, une telle «tragédie immense» était «inconcevable».

Panique pour sortir

«Les faits ont débuté à 07H57, quand un élève de 15 ans est entré dans le lycée porteur d'une arme de poing et a commencé à tirer. Le premier appel au (numéro d'urgence) 911 a été enregistré à 07H59. A 08H06, la première équipe d'intervention est arrivée à l'école», a relaté Rick Sanders, chef de la police du Kentucky.

Les médias locaux ont rapporté des scènes de panique, les élèves se précipitant hors du lycée tandis que des parents en

plieurs tentaient d'avoir des nouvelles de leurs enfants.

«Ils ont détruit les grilles et les clôtures afin de sortir», a déclaré à NBC Shea Thompson, dont les enfants sont scolarisés sur place.

Des psychologues ont commencé à tenter de reconforter les habitants de cette zone rurale, la ville de Benton comptant moins de 5.000 habitants. «Il faudra longtemps avant que cette plaie ne se referme», a estimé le gouverneur Bevin. Lundi, une adolescente de 15 ans avait été blessée par balle dans la cantine de son lycée du Texas. Les Etats-Unis enregistrent en moyenne une fusillade en milieu scolaire par semaine, selon des associations.

«Les écoles de notre nation devraient être les endroits les plus sûrs pour notre population. Pourquoi laissons-nous cette terreur se poursuivre?», a questionné dans un communiqué Gabby Giffords, une élue qui fut victime d'une fusillade en Arizona, qui l'a laissée handicapée.

Elèves entraînés

Le drame au lycée de Marshall County intervient un peu plus d'un mois après la commémoration aux Etats-Unis du massacre de Sandy Hook, une école primaire du Connecticut où furent abattus il y a cinq ans 20 enfants âgés de 6 et 7 ans.

Les Etats-Unis avaient été auparavant traumatisés par de précédentes fusillades en milieu scolaire, comme celles de Columbine en 1999 ou Virginia Tech en 2007.

Depuis la tuerie de Sandy Hook, les procédures d'alerte et les exercices d'entraînement se sont multipliés dans les établissements scolaires américains.

L'objectif de ces formations est d'apprendre aux écoliers la conduite à tenir face à un «tireur en action», un cas de figure fréquent étant donnée la dissémination des armes à feu dans le pays.

La police du Kentucky a d'ailleurs fait savoir qu'elle avait récemment assuré une telle formation au lycée de Marshall County.

«Les élèves et l'équipe enseignante ont fait tout ce à quoi ils avaient été formés», a assuré M. Sanders.

AFP

Mexique

19.000 meurtres commis par le crime organisé l'année passée

■ Le crime organisé a commis près 19.000 meurtres au Mexique en 2017, l'année la plus violente des vingt dernières années, selon une étude révélée mardi par l'ONG mexicaine Semaforo Delictivo.

S'appuyant sur des chiffres officiels, l'association a calculé que 75% des 25.339 meurtres recensés l'année dernière, soit 18.989 cas, étaient des exécutions commises par des groupes criminels.

Ce chiffre représente une hausse de 55% par rapport à l'année précédente.

«Ce que nous recensons dans le passé par année, nous l'avons aujourd'hui par mois» a dénoncé Santiago Roel, directeur de Semaforo Delictivo, rappelant qu'en 2006 le nombre annuel d'exécutions ne dépassait pas les 2.100 cas.

Sur les 32 Etats que compte le Mexique, 26 ont enregistré une hausse des homicides en 2017.

L'Etat de Nayarit (ouest) a enregistré la hausse la plus spectaculaire avec 554% d'homicides en plus par rapport à l'année précédente.

Les Etats de Basse-Californie du Sud (nord-ouest) et Quintana Roo (est), où se trouvent les stations balnéaires de Los Cabos et de Cancun - très appréciées des touristes nord-américains et européens -, ont également connu une poussée de violence avec des hausses respectives de 192% et 118%.

Au niveau national, le taux d'homicide pour 100.000 habitants a atteint 21 en 2017 mais les chercheurs soulignent qu'il existe 14 localités dans le pays où des taux supérieurs à 100 sont enregistrés, notamment la ville côtière d'Acapulco dans l'Etat du Guerrero (sud) ou encore Los Cabos en Basse-Californie du Sud (nord-ouest).

L'ONG estime que ces chiffres démontrent «l'échec total» de la politique de sécurité du gouvernement d'Enrique Peña Nieto, qui a poursuivi la stratégie menée par son prédécesseur Felipe Calderon, qui avait mobilisé en 2006 l'armée contre les cartels de drogue.

L'offensive militaire de l'Etat mexicain avait permis l'arrestation de plusieurs chefs de cartels de drogue, mais elle a également abouti à fragmenter les groupes criminels et ainsi multiplier les violences dans le pays, estiment les experts.

R. M.

Philippines

Plus de 60.000 évacués autour du volcan Mayon

■ Le nombre de personnes évacuées autour du mont Mayon aux Philippines a grimpé à plus de 60.000 mercredi, alors que le volcan a craché des fontaines de lave et un nuage de cendres atteignant 5 km de hauteur. L'alerte a été maintenue par les autorités à 4, un cran au-dessous du degré maximal de 5, après cinq épisodes supplémentaires «intenses mais sporadiques» d'éjection de fontaines de lave sur une période de 19 heures depuis mardi, avec des durées variant de sept minutes à plus d'une heure. Ces fontaines, d'une hauteur de 500 à 600 mètres, ont produit des nuages de cendres de 3 à 5 km de hauteur, a précisé l'institut philippin de vulcanologie et de sismologie. Les écoles ont été fermées dans 17 communes des provinces d'Albay et Camarines Sur (centre). Une cinquantaine de vols ont été annulés en raison de l'activité du volcan, le plus actif de l'archipel philippin. Le nombre d'évacués a nettement augmenté depuis que les autorités ont porté de huit à neuf kilomètres le rayon de la zone dite de danger autour du volcan, qui culmine à 2.462 m d'altitude. Quelque 55.000 habitants sont hébergés dans des abris temporaires, et 5.000 dans d'autres structures. L'éruption du mont Mayon, qui a commencé le 13 janvier, affecte pour l'heure 54 localités de la province d'Albay comptant plus de 70.000 habitants au total.

Reuters

Réhabilitation de la Casbah d'Alger

L'Algérie a perdu du temps et des moyens importants

L'expert allemand en architecture, Armin Dürr, a déploré, mardi à Alger, le «temps, précieux, perdu» et les moyens humains et financiers «importants» engagés depuis des années, «sans résultat» selon lui, dans les différentes opérations de sauvegarde de la Casbah d'Alger.



S'exprimant au cours de la réunion internationale d'experts sur la conservation et la revitalisation de la Casbah d'Alger, Armin Dürr, qui précise avoir travaillé à la fin des années 1980 en qualité de coopérant en architecture dans la restauration de la Casbah, dit trouver l'état actuel de la vieille médina de la capitale algérienne «assez déprimant».

L'architecte qui est revenu à Alger en 2010 regrette constater que des projets datant de plus de 30 ans, dont certains réalisés sous sa direction, soient «à ce jour dans les cartons», malgré les moyens humains et financiers «importants» dont dispose l'Algérie.

A l'appui de ces affirmations, l'architecte allemand

cite les plans élaborés par ses soins en 1987 pour des sites comme Dar El Ghoula, «toujours pas exécutés».

«A la place des projets de reconstruction, facile à réaliser, j'ai retrouvé des bidonvilles» qui, une fois rasés, laisseront place à des terrains «nus et inexploités», a-t-il expliqué.

L'expert a également relevé avec étonnement la «disparition» de certains sites importants, à l'image du Cimetière des princesses et la «difficulté de trouver (encore aujourd'hui) une maison bien entretenue pour inspirer les restaurateurs», dira-t-il.

Il a également pointé du doigt le comportement de certains habitants de cette cité, classée au patrimoine mondial de l'humanité en 1992, qui se conduisent comme des «locataires en

transit, dans l'attente d'un logement dit moderne».

Par ailleurs, affirme l'expert, il est facile de trouver des solutions modernes en matière d'accessibilité de voirie, ou encore de ramassage des déchets, adaptées à la nature du tissu urbain de la Casbah.

Outre la restauration du bâti, la vieille cité, surpeuplée, fait face quotidiennement aux problèmes dus à l'activité humaine : ramassage des ordures ménagères, évacuation des eaux usées et autres amoncellement de gravats des maisons effondrées et qui ajoutent à son déclin.

A titre comparatif, l'expert allemand a cité l'exemple de Nuremberg (Allemagne), une ville détruite à plus de 80% après la Seconde Guerre mondiale et dont «la

reconstruction, qui a plus de 20 ans, a nécessité beaucoup moins de moyens financiers que ceux engagés par l'Algérie pour la réhabilitation de la Casbah d'Alger», affirme-t-il. Pour nuancer son propos, l'architecte allemand dit préférer rester réaliste concernant l'avenir de la Casbah d'Alger, tout en étant «conscient des capacités humaines et financières importantes» de l'Algérie, dira-t-il.

Ouverte dimanche, la réunion internationale sur la conservation et la revitalisation de la Casbah d'Alger se déroule en présence d'experts algériens et internationaux de plusieurs pays où des expériences innovantes sont menées pour la réhabilitation des villes anciennes, en particulier de leurs centres historiques.

R. C.

Les arènes d'Oran

Un site à mettre à la disposition des organisateurs de manifestations artistiques

Une réflexion est en cours pour mettre les Arènes d'Oran, qui font l'objet de travaux de réfection et de réhabilitation, à la disposition des organisateurs de manifestations artistiques, a annoncé le wali d'Oran.

Après achèvement de sa restauration, ce site devra être mis à la disposition d'organisateur de manifestations artistiques de différents genres, dont des soirées, à condition qu'elles soient de niveau, a déclaré M. Mouloud Cherifi lors du Forum des citoyens récemment organisé par le quotidien *Ouest tribune* paraissant à Oran.

Le responsable a déclaré dans ce

sens : «Nous avons sommé les services de l'administration locale initiatrice de ce projet de restauration d'élaborer un cahier des charges pour lancer un appel d'offres d'utilité publique, après l'achèvement de l'opération de réfection en cours».

Les travaux de réfection et d'aménagement des ces arènes uniques dans leur genre au niveau d'Afrique ont été suspendus depuis plus de quatre ans à cause d'un vol dont a fait l'objet le chantier.

Selon des sources historiques, cet édifice connu chez les Oranais sous le nom de Torro, appellation attribuée au quartier où il se situe, a été construit par le colonisateur français

en 1908 à la demande des Espagnols résidant dans la ville d'Oran.

L'arène des taureaux se caractérise également par une architecture et un espace similaire à celui de la ville de Nîmes (France), selon les mêmes sources.

Après l'indépendance, l'activité de cette infrastructure de corrida, qui a enregistré la participation de matadors célèbres dont Luis Miguel, a été transformée en espace pour abriter des manifestations culturelles dont des galas de musique et des tournois sportifs. L'Office communale des sports (OCS) et des associations sportives actives dans ces arènes.

T. L.

Centre national de la recherche en archéologie Installation du nouveau conseil scientifique

Le nouveau conseil scientifique du Centre national de la recherche en archéologie (Cnra) a été installé lundi avec pour mission prioritaire de prendre en charge les sites culturels dégradés et d'établir une carte numérique des sites archéologiques en Algérie, a indiqué le ministère de la Culture dans un communiqué. Composé de 14 universitaires et chercheurs dont le chercheur algérien à l'Unesco, Mounir Bouchenaki, le conseil a pour mission de «prendre en charge l'état de dégradation mentionné» sur certains sites du patrimoine et l'«obligation d'effectuer des missions» sur le terrain en collaboration avec les autorités locales et les universités», précise-t-on. Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi a instruit lors de la cérémonie d'installation, les membres du Conseil de «procéder en urgence» à un inventaire systématique et à actualisation de la cartographie en s'appuyant sur les nouvelles technologies, indique-t-on encore dans le communiqué. Le ministre avait fait état l'année dernière de la signature d'un accord entre le Cnra et une entreprise émiratie spécialisée dans les applications informatiques dans le domaine culturel pour l'élaboration d'une carte numérique des sites culturels et archéologiques de toute l'Algérie.

Déplorant le trafic illicite qui touche, aussi bien les pièces d'art, que les fouilles archéologiques, le ministre a réitéré la nécessité de réviser de la loi 98-04 sur la protection du patrimoine. Créé par décret en 2005, le Cnra est un organe consultatif placé auprès du ministère de la Culture.

G. M.

Oran Concours théâtral des jeunes talents

Un concours théâtral destiné aux jeunes talents se tiendra aujourd'hui à Oran, a annoncé mardi le président de l'association culturelle locale El-Amal, Mohamed Mihoubi.

Cinquante postulants feront valoir leur talent dans le cadre de cette manifestation de trois jours organisée en hommage posthume au comédien Bilal Benzouika, a indiqué à l'APS, M. Mihoubi.

L'épreuve artistique se déroulera au Petit Théâtre, structure légère de 70 places aménagée en 2015 au siège de l'association El-Amal qui a récemment célébré le 40^{ème} anniversaire de sa création. En guise d'encouragement, les 10 meilleures performances sur scène seront distribuées aux côtés de comédiens professionnels dans une prochaine pièce intitulée *Jannat majnoun* (Paradis d'un fou), a-t-il relevé. La nouvelle production est initiée avec le soutien du ministère de la Culture, a ajouté le président de l'association qui assurera la mise en scène de cette pièce écrite par Mohamed Belfadel. Le comédien feu Bilal Benzouika, en mémoire duquel sont programmées ces journées théâtrales, fut «un membre très actif» de l'association El-Amal, a souligné M. Mihoubi, rappelant que le regretté artiste est décédé en décembre dernier à l'âge de 24 ans.

K. L.

Fer de lance de la lutte contre le racisme Décès de la légende sud-africaine du jazz, Hugh Masekela

La légende sud-africaine du jazz, le trompettiste Hugh Masekela, est décédé mardi à l'âge de 78 ans des suites d'un cancer, a annoncé sa famille, suscitant une pluie d'hommages pour saluer sa longue carrière et son engagement contre l'apartheid.

Après une courageuse bataille contre un cancer de la prostate, Ramapolo Hugh Masekela tire sa révérence à son domicile de Johannesburg, entouré de ses proches, après un long parcours militant et artistique.

Qualifié par le ministre sud-africain de la Culture Nathi Mthethwa de «grand architecte de l'afro-jazz», dont la «musique intemporelle» a élevé l'âme de la nation, Hugh Masekela avait fui le régime de l'apartheid dans les années 1960 et n'était rentré dans son pays qu'après la libération, en 1990, de Nelson Mandela, fer de lance de la lutte contre le racisme.

Parmi ses plus grands titres figurent *Bring Him Back Home* (Le ramener à la maison), où il demandait la libération de Nelson Mandela, et *Grazing in the Grass*. Adolescent, le musicien avait reçu sa première trompette d'un prêtre engagé dans la lutte contre l'apartheid, Trevor Huddleston. «Je l'ai prise et je me suis senti comme un poisson dans l'eau», racontait-il.

R. N.



ACTU-FEMMES

ELLE S'AFFICHE AU BRAS DE SON BOYFRIEND, RORY FARQUHARSON, EN BALADE À NEW YORK

MALIA OBAMA, PLUS AMOUREUSE QUE JAMAIS



Malia Obama, la fille de Barack et Michelle Obama, a été aperçue à New York en compagnie de son petit ami, Rory Farquharson. Les deux jeunes gens, tous deux étudiants à Harvard, avaient déjà été aperçus s'embrassant tendrement en novembre dernier. Une douce idylle qui dure.

Etudier et prendre du bon temps. Malia, la fille aînée de Michelle Obama et de l'ancien président des Etats-Unis, Barack Obama, semble avoir trouvé le cocktail parfait pour profiter de ses années universitaires. Agée de 19 ans, la jeune femme étudie à Harvard, la prestigieuse université située à Cambridge, après avoir pris une année sabbatique en 2016, consacrée aux voyages et à un stage dans la société de production et de distribution de film, The Weinstein Company.

Elle semble également filer le parfait amour avec Rory Farquharson, un jeune Britannique, également âgé de 19 ans venu étudier à Harvard. Les deux tourtereaux ont été aperçus dans les rues de New York par le site TMZ, se baladant dans le quartier de Soho. Une relation de quelques mois puisque le même site avaient révélé un cliché des deux étudiants s'embrassant tendrement lors d'un match de football opposant l'équipe d'Harvard à celle de Yale.

Le profil de l'heureux élu a évidemment été rapidement décortiqué par la presse britannique qui a révélé que Rory Farquharson, étudiant brillant et impliqué dans la vie universitaire était également issu d'une famille qui gravite autour de la famille royale d'Angleterre. Une relation qui fait déjà l'objet de toutes les attentions.

BEAUTÉ

LA CAROTTE, UN SACRÉ ATOUT BONNE MINE

On dit que la carotte rend aimable... Mais elle est surtout diablement efficace pour revitaliser la peau et faire un teint de rêve ! On dit que la carotte rend aimable... Mais elle est surtout diablement efficace pour revitaliser la peau et faire un teint de rêve !

RICHE EN VITAMINES

Crue ou cuite ou râpée, elle fait tellement partie de nos habitudes alimentaires qu'on ne se doute pas toujours qu'elle regorge de nombreuses propriétés très bénéfiques à la beauté de la peau. Connue sous sa forme actuelle dès le XVII^e siècle en Hollande, cette plante de la famille des ombellifères est présente sur les étals toute l'année. En plus d'être goûteuse, la carotte est un alicament naturel grâce à sa concentration élevée en vitamines et en sels minéraux (potassium, calcium et magnésium). Riche en vitamine C, elle possède des vertus indéniables pour l'éclat de la peau. Elle contient encore des vitamines du groupe B, aux propriétés apaisantes et protectrices, ainsi que de la vitamine E, antiradicalaire. Mais c'est surtout la provitamine A (ou bêta-carotène) qui la distingue des autres légumes racines. Et c'est en raison de la présence de cette molécule qu'on la plébiscite comme composant des soins belle peau et bonne mine.

DES VERTUS RÉGÉNÉRANTES ET DÉTOX

BRÛLURES D'ESTOMAC

ET S'IL SUFFISAIT DE MAIGRIR ?

Les brûlures d'estomac, qui concernent nombre d'entre nous, seraient fortement liées à notre poids, donnant l'avantage aux plus minces.

En effet, plus le poids augmente, plus le risque de souffrir de brûlures d'estomac s'accroît et plus les symptômes sont fréquents. Brûlures d'estomac et reflux gastro-œsophagien

Les brûlures d'estomac ou remontées acides de l'estomac vers l'œsophage, également dénommées reflux gastro-œsophagien (RGO), touchent une grande partie de la

population et peuvent provoquer une gêne quotidienne très importante. On estime également que les symptômes du RGO se manifestent au moins une fois par semaine chez 20 à 30% des adultes. Attention, car de telles régurgitations peuvent entraîner une inflammation de l'œsophage. Le plus souvent, les reflux acides sont dus à une hernie hiatale, une partie de l'estomac passant dans le thorax à travers le diaphragme. Les cas les plus graves relèvent de la chirurgie, sinon il existe des traitements médicamenteux et des consignes d'hygiène

de vie : éviter les repas copieux, le café et les boissons effervescentes, arrêter le tabac et surélever sa tête de lit, respecter un délai de 3 heures entre le dîner et le moment du coucher, etc. La fréquence des brûlures d'estomac augmente avec le poids. La réduction pondérale fait également partie des consignes susceptibles d'atténuer les brûlures d'estomac. Une nouvelle étude confirme le lien entre la survenue des symptômes du RGO et le poids, suggérant que toute perte de poids est bénéfique pour atténuer les remontées acides.



production de mélanine. Pour un effet bonne mine immédiat, on peut très simplement mélanger quelques gouttes d'huile de carotte à sa crème de jour habituelle, afin de favoriser le bronzage naturel de la peau.

UNE PUISSANTE ACTION ANTI-ÂGE

C'est l'un des aliments les plus riches en bêta-carotène, donc anti-âge. Plus la carotte est colorée, plus elle en renferme : c'est cette molécule qui lui donne sa couleur orangée. Au cours de la photosynthèse, elle lui permet d'éviter l'oxydation. Idem sur la peau ! Ainsi, «la provitamine A issue du végétal va être transformée par l'organisme en vitamine A (rétinol) qui réactive les mécanismes cellulaires et répare les tissus cutanés», précise Amanda Chevillat, directrice de la communication scientifique de Melvita. Le macérât est l'extrait que la cosmétique préfère. Obtenue par macération dans de l'huile de tournesol, la synergie entre le légume et l'huile fait alors des merveilles. L'acide linoléique, concentré en oméga 6, rend l'épiderme plus résistant et soutient la barrière cutanée. Il agit donc comme un bouclier face aux agresseurs. L'acide oléique (oméga 9) améliore la cohésion cellulaire et l'élasticité de l'épiderme. Enfin, l'acide stéarique est un véritable ciment qui protège la peau.

Masque coup d'éclat à la carotte

Il vous faut :

1 carotte

1/2 avocat si la peau est sèche

1/2 c. à soupe de miel

1/2 c. à soupe d'huile d'olive

Quelques gouttes de jus de citron

Préparation : pelez la carotte et faites-la cuire à la vapeur jusqu'à ce qu'elle soit tendre. Ecrasez-la en purée à la fourchette. Ajoutez les autres ingrédients (sauf l'huile d'olive si vous avez la peau grasse). Laissez refroidir.

Mode d'emploi : appliquez sur la peau propre, pendant quinze minutes. Rincez à l'eau tiède.



Les DÉBATS

Quotidien national

d'information

Edité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naima MAHMOUDI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Ligue I Mobilis (18e journée)

Le CSC en danger à Bel Abbés

Jeux Africains
Le Bureau exécutif
de l'ACNOA mandate
Mustapha
Berraf à poursuivre
les échanges avec l'UA

■ Le Comité Exécutif de l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA), réuni en session ordinaire à Abuja (20-22 janvier), a mandaté son président par intérim, l'Algérien Mustapha Berraf à poursuivre les échanges avec l'Union Africaine sur les Jeux Africains, a indiqué mardi l'instance africaine à l'issue de la rencontre. M. Berraf, également président du Comité olympique et sportif algérien (COA), sera assisté du 2e Vice-président de l'ACNOA, et du Secrétaire général. Depuis la dissolution, en 2013 à Abidjan, du Conseil Supérieur du Sport en Afrique (CSSA), lors d'une assemblée extraordinaire en marge de la conférence africaine des ministres des sports africains, la tutelle des Jeux Africains, autrefois organisés par le CSSA, a été confiée à l'ACNOA et à l'UCSA (Union des Confédérations Sportives d'Afrique). Et selon la déclaration de Brazzaville, en marge des 12es JA, les membres du bureau du comité technique spécialisé de la jeunesse, la culture et les sports, des pays membres de l'Union africaine (UA), avaient appelé à des «consultations entre l'UA, l'ACNOA et l'UCSA pour définir la gestion des JA et leurs impacts», tout en insistant que le processus de mise en œuvre des ces joutes africaines doit être dirigé par le commissaire des jeux qui est l'Union Africaine. Les participants avaient attesté à Brazzaville, que «les JA appartiennent aux Etats membres de l'Union Africaine. C'est la position de l'Afrique qui n'est pas négociable. Ces jeux seront cependant organisés sous l'égide de l'ACNOA et l'Union des Confédérations sportives africaines (UCSA)». Outre cette résolution décidée lors de la réunion d'Abuja, le bureau exécutif de l'ACNOA a aussi approuvé les médailles proposées pour les 3e Jeux Africains de la Jeunesse (JAJ), prévus en Algérie du 19 au 28 juillet, tout en exprimant sa satisfaction à la Commission des Jeux de l'ACNOA pour les efforts déployés en vue de l'organisation de ces 3e JAJ ainsi que les 1ers Jeux de Africains de Plage, au Cap Vert en 2019. Ce soutien de l'ACNOA aux JAJ s'est traduit également, par l'attribution d'une aide financière de 2 million de dollars à l'Algérie, d'un million de dollars au comité d'organisation (COJAJ) et de 500.000 dollars au Comité olympique et sportif algérien (COA). Les Comités nationaux olympiques africains (CNOA) participants aux JAJ-2018 recevront 500.000 dollars, alors qu'un autre million, sera consacré à l'aide qui doit être apportée aux athlètes africains qui participeront aux jeux Olympiques de Tokyo-2020 et la commission Tokyo 2020 mise en place, devrait se mettre immédiatement au travail dans le cadre de la distribution des fonds mis à disposition ainsi que la mise en œuvre des recommandations du Forum d'Abidjan.



Le leader de la Ligue I Mobilis, le CS Constantine, sera en danger lors de cette 18e journée où elle se déplace à Sidi Bel Abbés pour y affronter l'Union locale. Les gars de la Mekerra qui ont un grand besoin de points pour récupérer les points défalqués par la FA sur demande de la FIFA, se donneront à fond pour l'emporter. Cela explique donc la difficulté de la tâche

qui attend les gars de l'Antique Cirta qui doivent puiser dans le plus profond de leurs ressources pour revenir avec le meilleur résultat possible et qui leur permettra de rester leader. Les coéquipiers du meilleur buteur du championnat, Abid, sont, en tout cas décidés à se donner à fond pour tenter de réussir au moins le nul. Le dauphin, la JS Saoura, se déplace à Blida pour donner la réplique à une

équipe de l'USMB avide de points pour sortir de la zone rouge. Les Blidéens qui sont revenus avec le point du nul de leur déplacement à Tizi se donneront à fond donc face aux représentants sudistes qui auront fort à faire lors de ce match. L'ES Sétif qui ne cesse de perdre du terrain se rendra à Biskra pour donner la réplique à l'USB et risque de laisser des plumes, sachant que l'union locale a amorcé dernièrement un retour en force. Les poulains de Benchikha ne perdent pas, malgré cela, espoir de repartir au moins avec le point du nul. Le MC Oran qui revient en force, en cette deuxième partie du championnat, se rend à Alger pour y croiser le fer avec le Nasr d'Hussein-Dey. Les Hamraouas auront la mission délicate tant le Nasria s'est ressaisi dernièrement avec ce succès lors du derby face à l'USMA qu'il tentera de confirmer lors de cette rencontre. Le dernier match de vendredi aura lieu à Alger et plus précisément au stade Omar Hammadi entre le Paradou AC et la JS Kabylie. Les Canaris qui se savent menacés feront tout pour revenir avec les trois points du match, ce qui n'est pas impossible. Mais ils doivent quand même se méfier des poulains de Noguès qui veulent aussi se reprendre après la défaite face au MCO sachant qu'ils n'ont pas perdu jusque là à domicile.

Imad M.

■ Le programme :
Jeudi 25 janvier 2018 :
USB-ESS (16h)
Vendredi 26 janvier 2018 à 16h :
USMB-JSS (15h)
PAC-JSK
NAHD-MCO
USMBA-CSC

Ligue II Mobilis (18e journée)

L'ASAM pour conforter sa place de leader

■ Le leader de la Ligue II Mobilis, l'AS Ain Miila ne devrait pas trouver de peine à garder sa place de leader puisqu'il joue à domicile et affronte son voisin du CRB Ain Fekroun, dans un derby qui s'annonce passionnant. Les gars d'Ain Miila devraient logiquement l'emporter surtout qu'ils évolueront devant leurs fans qui se déplaceront en masse pour les soutenir. De, son côté, le dauphin, le MO Béjaïa, aura la tâche quelque peu facile et devrait garder aussi sa position en recevant le MC El Eulma qui voyage mal cette saison. Les gars de la ville des Hammadites ne devraient pas trouver de peine à l'emporter et donc à accentuer son avance sur ses poursuivants. Le CA Bordj Bou Arreridj qui talonne

les bougiotes et qui est à un point de retard de lui aura un déplacement périlleux à effectuer en affrontant le MC Saïda qui a un besoin pressant de points. Les Criquets Jaunes risquent de laisser des plumes dans ce déplacement, même si tout reste possible en football. L'ASO qui ne perd pas espoir d'accéder reçoit le RC Relizane dans un derby de l'Ouest et devrait l'emporter sauf si les Rélizanais en décident autrement. La JSM Skikda donnera la réplique au GC Mascara lors de cette journée et devrait l'emporter surtout que le club est décidé à se reprendre et se relancer dans la course à l'accession qui s'annonce ardue pour toutes les formations lors de cette deuxième partie du championnat. Enfin, la

JSM Béjaïa reçoit le RC Kouba dans un match équilibré surtout avec le retour en force des Koubéens depuis la prise en main de l'équipe par le coach Medjahed.

I.M.

■ Le programme :
Vendredi 26 janvier 2018 à 15h :
ASAM-CRBAF
CAB-WAT
JMSM-GCM
MCS-CABBA
ASMO-MCS
ASO-RCR (16h)
JSMB-RCK (16h)
MOB-MCEE (samedi à 16h)

Coupe d'Algérie

MCA-CRB et JS Saoura-USMA, affiches alléchantes des 8^{es} de finale

■ Le tirage au sort des 8es de finale de la coupe d'Algérie de football qui s'est déroulé mardi au Centre international de conférences (CIC) d'Alger a donné lieu à des affiches alléchantes entre MC Alger-CR Belouizdad et la JS Saoura-USM Alger. Ces deux rencontres entre pensionnaires de Ligue 1 professionnelle constitueront les affiches de ce tour, sans oublier les deux autres rencontres en l'USM Blida-DRB Tadjanet et l'USM Bel-Abbes-l'US Biskra. «C'est un match qu'il faut prendre très au sérieux face au détenteur du trophée et un club habitué à jouer les premiers rôles dans cette compétition. On va jouer nos chances à fond au stade de 5 juillet et faire le maximum pour arracher la qualification devant notre public qui sera présent en force à l'occasion de cette affiche.», a déclaré le président du Conseil d'administration du MCA, Zaid Laâdj. Le CR Belouizdad qui traverse une période très difficile vu sa place en bas de tableau du championnat de Ligue 1, aura l'occasion de se réconcilier avec son public à l'occasion de son match face au MCA qui se trouve dans une situation plus confortable.

«C'est un derby entre deux équipes qui se connaissent très bien. On va essayer de faire le maximum face à un spécialiste de Coupe. Notre premier objectif est de revenir à notre meilleur niveau en championnat, mais dans ce genre de matches, tout est possible. Que le meilleur gagne.», a déclaré de son côté, Toufik Chouchar, vice-président du CRB. Le tirage au sort des 8es de finale a donné lieu également à une belle affiche qui mettra aux prises la JS Saoura à l'USM Alger, un duel qui reste tout de même ouvert à tous les pronostics. «La JS Saoura qui pratique un bon football en championnat aura l'avantage du public et de terrain, ce qui est très important dans ce genre de rencontres. C'est un match difficile et ouvert à tous les pronostics, mais c'est la Coupe qui choisira à la fin son détenteur. L'équipe la plus volontaire aura le dernier mot.», a avoué Mahieddine Meftah, représentant de l'USMA. Le tirage au sort des 1/8e de finale a été plus clément aux Régionaux: US Belkheir et CR Zaouia dont le vainqueur sera présent aux quarts de finale pour affronter (à domicile) l'AS Ain-Miila ou le

MC El-Bayadh. «Je lance un message à tous les supporters de notre club pour qu'ils soient présents en force le jour de match. C'est la fête de tous les habitants de notre ville. Nous allons préparer ce match dans les meilleures conditions et arracher la qualification aux 1/4 de finale.», a fait savoir Salah Hamlaoui, président du l'US Belkheir. Les quarts de finale donneront sans doute deux autres chocs à savoir, MCA ou CRB contre MOB ou MCO d'une part et USMBA ou US Biskra contre JSS ou USM Alger. Les rencontres des 1/8e de finale se dérouleront les 2 et 3 février prochains, alors que les dates des 1/4 de finale n'ont pas encore été déterminées.

■ Résultats du tirage au sort :
Programme des rencontres:
8. USM Bel-Abbes - US Biskra // 6. JS Saoura - USM Alger
1. MC Alger - CR Belouizdad // 5. MO Béjaïa - MC Oran
7. US Belkheir - CR Zaouia. // 2. AS Ain-Miila - MC El-Bayadh
4. CRB Dar Beida - JS Kabylie // 3. USM Blida - DRB Tadjanet

Accidents de la route 3 639 morts durant l'année passée

Trois mille six cent trente-neuf personnes ont trouvé la mort et 36 287 autres ont été blessées dans 25 038 accidents de la route enregistrés durant l'année 2017, indique mardi un bilan du Centre national de prévention et de sécurité routières (Cnpsr). Par rapport à l'année 2016, le Cnpsr note une baisse du nombre d'accidents (-13.23%), du nombre de morts (-08.84%) et du nombre de blessés (-17.54%), alors qu'en 2016 il a été enregistré 3 992 morts dans 28.856 accidents de la route, précise la même source. Le bilan des victimes des accidents de la route en Algérie a connu une baisse durant les dernières années, et ce, grâce aux mesures de sécurité routière et aux procédures juridiques rigoureuses contenues dans la nouvelle législation, ainsi qu'aux campagnes de sensibilisation ayant mené à une baisse continue des indicateurs de l'insécurité routière. L'analyse des données fournies par le Cnpsr, fait ressortir qu'environ 96% des accidents de la route enregistrés durant le premier semestre de l'année précédente sont dues au facteur humain, à savoir l'excès de vitesse avec un taux avoisinant 22% outre le manque de vigilance des conducteurs dans les cités urbaines (13.15%) et les dépassements dangereux (6.37%). La tranche d'âge 18-29 ans constitue la tranche des conducteurs les plus impliqués dans les accidents de la circulation. Selon les statistiques fournies par le Cnpsr, les conducteurs titulaires de permis de moins de 2 ans sont impliqués dans 27% des accidents. La valeur des dégâts matériels annuellement dépasse 100 milliards de DA, selon des statistiques fournies par le laboratoire de transport à l'université de Batna en 2016. Dans le cadre de la lutte contre les accidents de la circulation, le Cnpsr a initié plusieurs opérations et campagnes de sensibilisation relatives à la prévention et à la sécurité routières, en mobilisant différents moyens, notamment les supports médiatiques pour sensibiliser les automobilistes.

APS

Gare maritime de Ghazaouet (Tlemcen)

Saisie de 31 caméras de surveillance

Les douaniers ont opéré à la gare maritime de Ghazaouet (Tlemcen) la saisie de 31 caméras de surveillance avec ses accessoires, rapporte mardi un communiqué de la cellule de communication de la direction régionale des Douanes. Ce lot de caméras et accessoires a été découvert minutieusement dissimulé à l'intérieur d'un véhicule lors d'une opération de traitement des voyageurs en provenance d'Almeria (Espagne), a-t-on indiqué de même source.

Le mis en cause a été arrêté et remis aux services judiciaires concernés pour non-déclaration de marchandises sensibles importées, a-t-on ajouté, signalant que la valeur des produits saisis et du véhicule est estimée à 909 000 DA.

APS

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

ÉLECTRICITÉ: LES PRIX VONT ENCORE AUGMENTER



Oran

Opérations de recherche d'une fillette disparue en mer



Les opérations menées par les unités territoriales des gardes-côtes d'Oran à la recherche de la petite fille portée disparue en mer lors d'une tentative d'émigration clandestine se poursuivent toujours, a-t-on appris hier de la cellule de communication de ce corps de sécurité. La victime, âgée de quatre ans, faisait partie d'un groupe de 13 membres de deux familles dont deux fillettes, ayant tenté de rejoindre, mardi, clandestinement les côtes espagnoles à bord d'une embarcation. Ces personnes ont été

interceptées à quelques miles au nord de Cap Falcon, à Aïn El Turck par des unités territoriales des gardes-côtes. C'est lors de l'opération d'interception que ces harraga ont essayé de changer de Cap pour prendre la fuite avant que leur embarcation ne chavire et se renverse, a-t-on indiqué de même source. 12 personnes ont été repêchées par les gardes-côtes alors que la fillette a été portée disparue.

Par ailleurs, les éléments du groupement territorial des gardes-côtes de Béni Saf (Aïn Témouchent) ont mis en

échec, hier, une tentative d'émigration clandestine de 19 personnes, interceptées au large de Terga, a-t-on appris de ce corps de sécurité. L'embarcation - un zodiac à bord duquel se trouvaient les 19 harraga dont une femme - a été repérée et interceptée à 10 miles au nord de la plage de Terga, a-t-on précisé de même source.

L'opération a permis la saisie du zodiac et du moteur de 40 chevaux. Les 19 candidats à l'émigration clandestine, originaires des wilayas de Aïn Témouchent et Tizi Ouzou, ont été arrêtés et remis aux services concernés pour enquête sur cette affaire avant de faire l'objet des procédures juridiques en vigueur dans ce cadre. Cette opération d'interception est la deuxième du genre effectuée par des unités des gardes-côtes du groupement territorial de Béni Saf en l'espace de 24 h. Une tentative d'émigration clandestine de huit personnes a été déjouée à 6 miles marins au nord de la plage de Bouzadjar, rappelle-t-on.

Bilal L.

Batna

Un élément de soutien aux groupes terroristes arrêté

Des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, mardi, un élément de soutien aux groupes terroristes à Batna, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 23 janvier 2018, un élément de soutien aux groupes terroristes à Batna/5° RM, tandis qu'un autre détachement de l'ANP, a découvert et détruit, lors d'opérations de fouille et de ratissage, trois casemates, trois bombes de confection artisanale et 3 kg de produits explosifs à Batna/5° RM, Tizi Ouzou et Blida/1° RM», précise la source.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a intercepté, à Bordj Badji Mokhtar/6° RM, trois contrebandiers et saisi des outils d'or-

paillage, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, lors de deux opérations distinctes menées à Tlemcen/2° RM et Ouargla /4° RM, quatre narcotrafiquants en possession de 68,8 kg de kif traité, ajoute le communiqué.

En outre, et suite à «une opération de recherche et de sauvetage en mer, menée à six miles marins au nord de Cap Falcon à Oran, une unité de gardes-côtes d'Oran /2° RM a réussi à porter secours à 13 candidats à l'émigration clandestine».

De même, «une tentative d'émigration clandestine de huit autres personnes à bord d'une embarcation pneumatique a été déjouée à Aïn Témouchent/2° RM.

«Des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale ont, aussi, intercepté 62 immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen, Béchar et Bordj Badji Mokhtaré, ajoute le communiqué du MDN.

K. M.

ACTU...

Tamanrasset Reddition d'un terroriste

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires et une importante quantité d'armes a été récupérée mardi après-midi à Tamanrasset, grâce aux efforts fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, cet après-midi 23 janvier 2018 aux autorités militaires à Tamanrasset (6ème Région militaire). Il s'agit de A. Sidi Mohamed alias Abou Ali, qui a rallié les groupes terroristes en 2008", précise le communiqué.

A cet effet, il a été procédé à la récupération d'un (1) véhicule tout-terrain aménagé d'une base de tirs pour mitrailleuse lourde de calibre 12,7 mm, une (1) mitrailleuse lourde de calibre 12,7 mm, deux (2) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, deux (2) chargeurs garnis pour Kalachnikov, une grande quantité de munitions de différents calibres", note la même source. "Ces résultats de qualité interviennent pour réitérer la détermination des unités de l'Armée nationale populaire engagées sur l'ensemble du territoire national pour la défense du pays et la protection des citoyens en mettant en échec toute tentative d'atteinte à la sécurité du pays", souligne le communiqué.

APS

Aéroport Mohamed Boudiaf Des comprimés psychotropes saisis

Une quantité de 3.171 comprimés psychotropes a été saisie à l'aéroport international Mohamed Boudiaf de Constantine, a-t-on appris, mercredi, auprès de responsables des Douanes. La prise a eu lieu mardi lors du traitement des passagers en provenance de Marseille (France), a fait savoir la même source, précisant que la marchandise prohibée a été découverte dans les bagages d'un jeune algérien, âgé de 35 ans, issu de la wilaya de Skikda.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents pour déterminer l'étendu de ce trafic, cinquième du genre détecté à l'aéroport de Constantine depuis le début de l'année 2018, a-t-on fait savoir. Depuis début janvier, les services des Douanes activant à l'aéroport Mohamed Boudiaf de Constantine ont saisi près de 7.500 comprimés, classés hallucinogènes, au cours de 5 opérations de contrôle sur des passagers de vols internationaux. Pas moins de 3.118 comprimés psychotropes ont été découverts janvier courant dans les bagages d'une passagère âgée de 25 ans en provenance de Lyon (France), suivis d'autres opérations de saisie de 200, 400 et 600 comprimés psychotropes qui avaient été découverts dans les bagages d'un voyageur de 39 ans en provenance de Lyon, a-t-on rappelé.

K. Y.

Afrique du Sud Winnie Mandela hospitalisée

Winnie Madikizela-Mandela, connue en Afrique du Sud sous le surnom de "mère de la nation", a été hospitalisée en raison d'une infection rénale, a annoncé mardi la famille de son ex-mari, Nelson Mandela. Winnie Mandela, 81 ans, qui est considérée comme une héroïne de la lutte contre l'apartheid, avait été persécutée par les autorités du régime minoritaire blanc. Elle avait été nommée ministre après les élections de 1994.

"La famille Mandela souhaite informer le public que Mme Winnie Madikizela-Mandela a été admise à l'hôpital Milpark" dimanche, selon un communiqué. Elle a "très bon moral" et devrait rester une semaine à l'hôpital.

APS